

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

## **ESI Group**

Exercice de onze mois clos le 31 décembre 2019

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine cedex  
S.A.S. au capital de € 2 510 460

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG Audit**  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **ESI Group**

Exercice de onze mois clos le 31 décembre 2019

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

A l'Assemblée Générale de la société ESI Group,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ESI Group relatifs à l'exercice de onze mois clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 19 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

## ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> février 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- ▶ La note 1.3 « Nouvelles normes IFRS et interprétations » qui décrit l'incidence sur les comptes consolidés de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».
- ▶ La note 2 « Événements significatifs de l'exercice » qui présente le changement de date de clôture de l'exercice comptable et les informations établies à des fins de comparabilité.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## ■ Capitalisation des frais de développement

### Risque identifié

Le bilan consolidé comprend dans ses actifs immobilisés des frais de développement capitalisés. Ces frais de développement, qui s'élèvent au 31 décembre 2019 à une valeur nette comptable de K€ 45 452, correspondent principalement à des dépenses de main-d'œuvre directe et de sous-traitance supportées au titre du développement de nouvelles versions ou d'améliorations des logiciels.

Tel que cela est indiqué dans la note 6.1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la capitalisation de ces frais de développement est conditionnée par le respect des six critères énoncés dans la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles ».

Les mises en service de ces frais de développement correspondent à la mise sur le marché des nouvelles versions ou améliorations des logiciels de votre groupe. A partir de cette date, ces frais sont ainsi amortis linéairement sur douze mois s'il s'agit de nouvelles versions annuelles de logiciels vendus par le groupe et sur vingt-quatre ou trente-six mois s'il s'agit d'améliorations majeures des produits existants et ce, selon le niveau d'innovation associé.

	<p>Nous avons apprécié l'existence de procédures et règles mises en place par la direction afin de garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ le respect du processus de différenciation entre les frais de recherche et ceux liés au développement ;</li> <li>▶ que les frais de développement capitalisés répondent correctement aux critères de capitalisation ; et <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ que la durée d'amortissement choisie soit adaptée à la nature du projet objet dont les frais sont capitalisés.</li> </ul> </li> </ul> <p>Or, au vu de l'impact significatif de K€ 29 832 sur le compte de résultat consolidé de la capitalisation des frais de développement et du solde brut significatif de ces frais capitalisés et portés à l'actif du bilan consolidé pour K€ 69 525, il s'ensuit que toute déviation par rapport aux procédures mises en place ou toute mauvaise interprétation des critères de capitalisation de ces frais pourrait conduire à des impacts significatifs sur les comptes consolidés du groupe et sur sa performance financière.</p> <p>L'appréciation du respect des critères de capitalisation des frais de développement, ainsi que la fixation de la durée d'amortissement en fonction de la nature du projet, objet de capitalisation, reposent très largement sur le jugement de la direction et sur la fiabilité des procédures mises en place pour l'identification et la répartition des dépenses entre les différents projets engagés.</p> <p>Sur cette base, nous avons considéré la capitalisation des frais de développement comme un point clé de l'audit.</p>
<p><b>Notre réponse</b></p>	<p>Nous avons examiné la conformité du traitement comptable des frais de développement appliqué par la société aux normes comptables en vigueur.</p> <p>Nous avons également effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie. Nous avons ainsi mené notamment les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ nous avons pris connaissance de la procédure suivie par votre groupe afin de distinguer les dépenses de recherche et celles de développement et pour ces dernières, des règles mises en place pour l'appréciation du respect des critères de capitalisation édictés par la norme IAS 38 ;</li> <li>▶ nous avons testé par échantillonnage la correcte application des procédures mises en œuvre pour l'identification, le suivi et le traitement des frais de recherche et de développement ;</li> <li>▶ nous avons contrôlé pour une sélection de projets la correcte application des critères de capitalisation édictés par la norme IAS 38 et nous avons testé l'exactitude et l'exhaustivité des dépenses les plus significatives imputées sur ces projets ;</li> <li>▶ nous avons vérifié le correct calcul de la charge d'amortissement principalement en contrôlant la bonne application des règles de fixation de la période d'amortissement linéaire et ce selon la nature du projet (amélioration majeure ou nouvelle version). Nous avons procédé aux rapprochements entre les données comptables et les données de gestion afin d'apprécier l'exactitude et l'exhaustivité de remontée de ces données au niveau de la comptabilité.</li> </ul>

## ■ Evaluation des écarts d'acquisition

<p><b>Risque identifié</b></p>	<p>Dans le cadre de son développement, ESI Group a été amené à faire des opérations de croissance externe ciblées et à comptabiliser plusieurs écarts d'acquisition.</p> <p>Ces écarts d'acquisition, qui correspondent à l'écart entre la juste valeur de la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis, représentent un montant de K€ 41 448 au 31 décembre 2019.</p> <p>Toute évolution défavorable des rendements attendus de l'activité, en raison de facteurs internes ou externes par exemple liés à l'environnement économique et financier, est de nature à affecter de manière sensible la valeur recouvrable et à nécessiter la constatation d'une dépréciation. Une telle évolution implique donc de réapprécier régulièrement (<i>a minima</i> annuellement, ou lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié) la pertinence de l'ensemble des hypothèses retenues pour la détermination de cette valeur ainsi que le caractère raisonnable et cohérent des paramètres de calcul. A cet effet, la direction examine les indicateurs de perte de valeur éventuels et effectue un test de dépréciation en s'assurant annuellement que la valeur comptable des écarts d'acquisition n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable.</p> <p>Cette valeur recouvrable est déterminée par référence à la valeur d'utilité, elle-même calculée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du groupe d'actifs. Pour les besoins de ce test de dépréciation, l'écart d'acquisition est affecté à des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). Au cas présent, une seule UGT a été retenue pour l'ensemble du groupe.</p> <p>Les modalités de ce test de dépréciation et le détail des hypothèses retenues sont présentés en note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>La détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition repose très largement sur le jugement de la direction, pour déterminer les projections de flux de trésorerie ainsi que le taux de croissance et le taux d'actualisation qui leur sont appliqués. Nous avons donc considéré l'évaluation des écarts d'acquisition comme un point clé de l'audit.</p>
<p><b>Notre réponse</b></p>	<p>Nous avons obtenu le dernier budget et plan stratégique ainsi que le test de dépréciation établis par la direction. Sur la base de ces informations, nous avons réalisé les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nous avons examiné la régularité et la permanence des principes et méthodes comptables appliqués.</li> <li>▶ Nous avons analysé les hypothèses clés retenues : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ s'agissant des flux de trésorerie : examen critique du budget et du plan stratégique validés par la direction, sur la base de notre connaissance du groupe ;</li> <li>▶ s'agissant du taux de croissance à long terme et du taux d'actualisation appliqués à ces flux, nous avons apprécié en incluant nos spécialistes en évaluation la cohérence des principales hypothèses de calcul utilisées.</li> </ul> </li> <li>▶ Nous avons obtenu et réalisé un examen critique des analyses de sensibilité effectuées par la direction.</li> </ul>

## ■ Reconnaissance du chiffre d'affaires

<b>Risque identifié</b>	<p>ESI Group et ses filiales réalisent leur chiffre d'affaires à partir de plusieurs sources dont les principales sont les nouvelles licences d'utilisation de logiciels, les licences périodiques, les prestations de maintenance et les prestations de services.</p> <p>Dans le cas de contrats incluant plusieurs de ces éléments vendus ensemble, la détermination de la date de comptabilisation du chiffre d'affaires ainsi que son allocation entre les différents éléments des contrats peuvent requérir, le cas échéant, une part de jugement de la direction.</p> <p>Conformément aux dispositions de la norme IFRS 15, la direction du groupe a analysé les contrats en cinq étapes afin de déterminer notamment le prix de la transaction, les différentes obligations de performance et l'affectation du prix à chacune d'entre elles. Le chiffre d'affaires réalisé sur les licences de logiciels provient de deux obligations de performance : l'accès au logiciel (les redevances de droits d'utilisation accordé aux clients finaux), et la prestation de maintenance associée. La part du chiffre d'affaires alloué à la maintenance est déterminée en fonction de la nature de la licence vendue, comme cela est décrit dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Cette allocation du chiffre d'affaires entre les différents éléments d'un contrat nécessite des analyses et des retraitements de la direction.</p> <p>Nous avons donc considéré pour ces différentes raisons que la comptabilisation du chiffre d'affaires de ces contrats constitue un point clé de l'audit.</p>
<b>Notre réponse</b>	<p>Dans le cadre de notre audit, nous avons réalisé des tests sur les contrats jugés les plus significatifs ainsi que sur un échantillon de contrats sélectionnés de manière aléatoire, afin i) d'examiner l'allocation (selon les principes comptables décrits dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés) du chiffre d'affaires entre chaque élément du contrat ; ii) d'analyser le montant et la période de comptabilisation du chiffre d'affaires.</p> <p>Ces tests consistent notamment à analyser les termes contractuels, recalculer chaque élément et apprécier la conformité de la comptabilisation du chiffre d'affaires avec les principes figurant aux notes 1.1 et 4.1 de l'annexe aux comptes consolidés, dont nous avons préalablement apprécié la conformité avec les normes IFRS.</p>

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration arrêté le 19 mars 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés.

## **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

### **■ Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ESI Group par votre assemblée générale du 25 juin 2009 pour le cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS et du 16 décembre 1997 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS était dans la onzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-troisième année dont vingt années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **■ Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.



Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 23 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

Thierry Charron

Frédéric Martineau

# LES COMPTES CONSOLIDÉS

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	Note	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup> (fév.-déc.)	31 janvier 2019 <sup>(2)</sup> (fév.-janv.)
Licences et maintenance		75 320	109 836
Consulting		25 718	28 793
Autres		1 159	784
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4.1</b>	<b>102 197</b>	<b>139 413</b>
Coût des ventes		(33 873)	(37 907)
Frais de recherche et développement	6.1.2	(29 832)	(31 718)
Frais commerciaux et marketing		(38 841)	(43 042)
Frais généraux et administratifs		(21 476)	(19 970)
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>		<b>(21 825)</b>	<b>6 776</b>
Autres produits et charges opérationnels	3.2.2	1	233
<b>Résultat Opérationnel</b>		<b>(21 824)</b>	<b>7 010</b>
<b>Résultat Financier</b>	<b>7.2</b>	<b>(2 563)</b>	<b>(1 277)</b>
Quote-part de résultat net des entreprises associées		26	106
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>(24 360)</b>	<b>5 839</b>
Impôts sur les résultats	8.1	3 446	(2 505)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(20 914)</b>	<b>3 334</b>
Part des intérêts minoritaires		32	0
<b>RÉSULTAT NET PART GROUPE</b>		<b>(20 946)</b>	<b>3 334</b>
Résultat net par action (en unité monétaire : euro)	9.3	(4,06)	0,59
Résultat net dilué par action (en unité monétaire : euro)	9.3	(4,01)	0,59

## État du résultat global

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup> (fév.-déc.)	31 janvier 2019 <sup>(2)</sup> (fév.-janv.)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(20 914)</b>	<b>3 334</b>
<b>Éléments recyclables du résultat global</b>		
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(12)	15
Écarts de conversion	866	(534)
<b>Éléments non recyclables du résultat global</b>		
Pertes et gains actuariels (IAS 19 révisée)	(688)	(201)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>166</b>	<b>(720)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(20 748)</b>	<b>2 614</b>
Part revenant au Groupe	(20 792)	2 599
Part revenant aux minoritaires	44	15

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

(1) 1<sup>er</sup> février 2019 - 31 décembre 2019.

(2) 1<sup>er</sup> février 2018 - 31 janvier 2019.

## BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	Note	31 décembre 2019	31 janvier 2019
<b>Actif</b>			
<b>Actifs non courants</b>		<b>152 176</b>	<b>129 389</b>
Écarts d'acquisition	3.2	41 448	41 404
Immobilisations incorporelles	6.1	62 139	61 811
Immobilisations corporelles	6.2	5 633	6 101
Droits d'utilisation des actifs loués <sup>(1)</sup>	4.7	20 680	-
Participation dans les entreprises associées		1 099	1 083
Impôts différés actifs	8.2	17 204	10 920
Autres actifs non courants	10.1.1	3 264	8 070
Instruments de couverture	7.1.4	6	0
<b>Actifs courants</b>		<b>82 183</b>	<b>101 186</b>
Clients	4.2	44 733	65 131
Autres créances courantes	10.1.2	13 720	15 348
Charges constatées d'avance	10.1.3	3 489	2 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.3	20 241	18 087
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>233 655</b>	<b>230 575</b>
<b>Passif</b>			
<b>Capitaux propres</b>		<b>85 983</b>	<b>105 633</b>
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>	<b>9.1</b>	<b>85 912</b>	<b>104 863</b>
Capital		18 055	18 054
Primes		25 833	25 818
Réserves		61 982	57 862
Résultat		(20 946)	3 334
Écarts de conversion		987	(205)
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>71</b>	<b>771</b>
<b>Passifs non courants</b>		<b>65 941</b>	<b>51 370</b>
Dettes financières, part à long terme	7.1.2	30 457	36 255
Dettes de location non courantes <sup>(1)</sup>	4.7	20 002	-
Provision pour avantages au personnel	5.3	11 016	9 979
Impôts différés passifs	8.2	3 761	3 738
Instruments de couverture	7.1.4	28	13
Autres dettes à long terme		677	1 385
<b>Passifs courants</b>		<b>81 731</b>	<b>73 572</b>
Dettes financières, part à court terme	7.1.2	19 143	8 801
Dettes de location courantes <sup>(1)</sup>	4.7	631	-
Fournisseurs		8 632	8 848
Dettes fiscales et sociales et autres dettes courantes	10.2.1	24 230	30 560
Provisions	10.2.2	675	762
Passifs sur contrats, produits constatés d'avance	4.3	28 421	24 601
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>233 655</b>	<b>230 575</b>

(1) Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 pour la première fois au 1<sup>er</sup> février 2019. Conformément à la méthode de transition retenue, l'information comparative n'a pas été retraitée.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(En milliers d'euros sauf le nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Au 31 janvier 2018</b>	<b>6 016 442</b>	<b>18 049</b>	<b>25 782</b>	<b>56 460</b>	<b>349</b>	<b>100 638</b>	<b>844</b>	<b>101 483</b>
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture				15		15		15
Écarts de conversion					(554)	(554)	20	(534)
Pertes et gains actuariels (IAS 19 révisée)				(196)		(196)	(5)	(201)
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>				<b>(181)</b>	<b>(554)</b>	<b>(735)</b>	<b>15</b>	<b>(720)</b>
Résultat net				3 334		3 334	0	3 334
<b>Total du résultat global</b>				<b>3 153</b>	<b>(554)</b>	<b>2 599</b>	<b>15</b>	<b>2 614</b>
Augmentation de capital	1 450	4	36			40		40
Actions propres				(131)		(131)		(131)
Stock-options et actions gratuites				751		751		751
Transactions avec des minoritaires				688		688	(89)	599
Autres mouvements				276		276	1	277
<b>Au 31 janvier 2019</b>	<b>6 017 892</b>	<b>18 053</b>	<b>25 818</b>	<b>61 197</b>	<b>(205)</b>	<b>104 861</b>	<b>771</b>	<b>105 633</b>
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture				(12)		(12)		(12)
Écarts de conversion					848	848	18	866
Pertes et gains actuariels (IAS 19 révisée)				(682)		(682)	(6)	(688)
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>				<b>(694)</b>	<b>848</b>	<b>154</b>	<b>12</b>	<b>166</b>
Résultat net				(20 946)		(20 946)	32	(20 912)
<b>Total du résultat global</b>				<b>(21 640)</b>	<b>848</b>	<b>(20 792)</b>	<b>44</b>	<b>(20 748)</b>
Augmentation de capital	600	2	15			17		17
Actions propres				22		22		22
Stock-options et actions gratuites				690		690		690
Transactions avec des minoritaires				927		927	(750)	177
Autres mouvements				187		187	6	193
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>6 018 492</b>	<b>18 055</b>	<b>25 833</b>	<b>41 383</b>	<b>643</b>	<b>85 912</b>	<b>71</b>	<b>85 983</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup> (fév.-déc.)	31 janvier 2019 <sup>(2)</sup> (fév.-janv.)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(20 946)</b>	<b>3 334</b>
Quote-part de résultat net des entreprises associées	(32)	(106)
Amortissements et provisions <sup>(3)</sup>	8 882	4 353
Impact de la capitalisation des frais de développement	(1 300)	(2 679)
Charge d'impôt (exigible et différé)	(3 446)	2 505
Impôts versés	(1 980)	(1 736)
Gains et pertes financiers latents	120	(370)
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	690	751
Résultat de cessions d'actifs	114	(6)
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>(17 879)</b>	<b>6 046</b>
Créances clients et comptes rattachés	19 446	(442)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(293)	(1 066)
Autres créances et autres dettes	(865)	5 582
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>18 288</b>	<b>4 074</b>
<b>Flux de trésorerie générés par l'exploitation</b>	<b>409</b>	<b>10 120</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(591)	(796)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 390)	(3 395)
Produits de cession d'actifs	-	8
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	(795)	(4)
Autres opérations d'investissement	(7)	(2 425)
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(2 784)</b>	<b>(6 613)</b>
Emprunts et avances conditionnées	14 422	49 365
Remboursements de prêts et d'avances conditionnées <sup>(3)</sup>	(10 148)	(49 869)
Augmentation de capital	17	40
Rachats et reventes d'actions propres	22	(131)
Dividendes versés	-	(89)
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>4 312</b>	<b>(684)</b>
Impact des variations de change sur la trésorerie	216	(456)
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>2 153</b>	<b>2 367</b>
Trésorerie à l'ouverture	18 087	15 720
Trésorerie à la clôture	20 241	18 087
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>2 154</b>	<b>2 367</b>

(1) 1<sup>er</sup> février 2019 - 31 décembre 2019.

(2) 1<sup>er</sup> février 2018 - 31 janvier 2019.

(3) L'impact de la norme IFRS 16 est une augmentation du retraitement d'amortissements et provisions et donc une amélioration de la marge brute d'autofinancement à hauteur de + 5,2 millions d'euros, avec contrepartie remboursement des dettes de location dans la partie financement du TFT pour - 5,2 millions d'euros.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES

#### NOTE 1.1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

ESI Group SA est une société anonyme cotée, immatriculée en France et régie par les dispositions de la loi française. Son siège social est situé 100-102, avenue de Suffren à Paris (75015). La Société est mère d'une trentaine de filiales réparties à travers le monde (cf. organigramme juridique au chapitre 1.3.2 de l'URD), l'ensemble composant ESI Group.

ESI Group est pionnier et principal acteur mondial du Prototypage Virtuel prenant en compte la physique des matériaux. ESI Group a développé une compétence unique en ingénierie virtuelle du produit basée sur un ensemble intégré et cohérent de solutions logicielles métier. S'adressant aux industries manufacturières, l'ingénierie virtuelle vise à remplacer les prototypes physiques en simulant de façon réaliste les essais de mise au point des procédés de fabrication et d'assemblage en synergie avec la performance recherchée, et

en évaluant l'impact d'une utilisation normale ou accidentelle de ces produits. L'offre d'ESI Group constitue une solution unique, ouverte et collaborative de Prototypage Virtuel intégral à l'aide des technologies les plus novatrices telles que la réalité virtuelle, qui donne vie aux prototypes en 3D.

L'exercice a une durée exceptionnelle de 11 mois, couvrant la période du 1<sup>er</sup> février 2019 au 31 décembre 2019, suite à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 18 juillet 2019 de changement de date de clôture de l'exercice du 31 janvier au 31 décembre. Se reporter à la note 2 Faits significatifs de l'exercice.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 19 mars 2020 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 25 juin 2020.

#### NOTE 1.2. RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 d'ESI Group ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne à cette date. Ces normes sont disponibles sur le site internet de l'Union européenne.

En outre, les états financiers sont préparés sur la base de la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers, revalorisés par exemple à leur juste valeur.

#### NOTE 1.3. NOUVELLES NORMES IFRS ET INTERPRÉTATIONS

##### Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> février 2019

Le Groupe applique les nouvelles normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> février 2019 :

- IFRS 16 – Contrats de locations ;
- IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux.

##### / IFRS 16

La nouvelle norme IFRS 16 représente une évolution majeure dans la comptabilisation des contrats de locations et prévoit un modèle unique de comptabilisation chez le preneur qui nécessite de reconnaître les actifs et passifs issus de contrats de location. Selon ce modèle, la dotation aux amortissements de l'actif est comptabilisée en charge opérationnelle et le coût de la dette envers le bailleur est comptabilisé en charge financière, alors que selon les textes en vigueur jusqu'à l'exercice clos le 31 janvier 2019 la charge de loyer était constatée en charge opérationnelle.

Le Groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 sur les contrats de location selon la méthode rétrospective simplifiée. Selon cette méthode, l'incidence de la norme est comptabilisée dans les capitaux propres consolidés de l'exercice 2019 sans retraitement des périodes comparatives.

Conformément à la norme IFRS 16, les contrats de location sont enregistrés en immobilisations corporelles au titre d'un droit d'utilisation de l'actif loué. Ces contrats sont comptabilisés au commencement du contrat pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location en contrepartie d'un passif, correspondant aux passifs de loyers dûs au bailleur. Ces immobilisations sont amorties de façon linéaire sur la durée du contrat de location qui correspond à la période non résiliable de chaque contrat sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement prévues contractuellement.

Au 1<sup>er</sup> février 2019, le Groupe a comptabilisé un nouvel actif relatif aux droits d'utilisation des actifs loués, essentiellement ses bureaux et des véhicules, et un nouveau passif de dettes de location pour 23 470 milliers d'euros.

Le tableau suivant résume les impacts de l'adoption d'IFRS 16 sur le bilan consolidé du Groupe au 1<sup>er</sup> février 2019 pour chacun des postes concernés. Les postes inchangés par la nouvelle norme ne sont pas présentés.

(En milliers d'euros)	31 Janvier 2019	IFRS 16	1 <sup>er</sup> Février 2019
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs non-courants</b>	<b>129 389</b>		<b>152 859</b>
Dont droit d'utilisations des actifs loués - bureaux		22 166	22 166
Dont droit d'utilisations des actifs loués - véhicules		1 304	1 304
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>230 575</b>	<b>23 470</b>	<b>254 045</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Passifs non-courant</b>	<b>51 370</b>		<b>74 840</b>
Dont passifs de loyers		23 470	23 470
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>230 575</b>	<b>23 470</b>	<b>254 045</b>
Engagements au titre des contrats de location simple tels que publiés dans les états financiers consolidés au 31 janvier 2019			22 831
Options de renouvellements et autres ajustements non identifiés dans les engagements hors bilan			640
<b>PASSIFS DE LOYERS AU 1<sup>ER</sup> FEVRIER 2019</b>			<b>23 470</b>

Le Groupe a choisi d'utiliser les deux exemptions permises par la norme en continuant de constater une charge de loyer opérationnelle pour les contrats d'une durée inférieure à 12 mois ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur.

Pour déterminer les passifs de loyers, le Groupe a actualisé les paiements de loyers futurs en utilisant le taux d'actualisation moyen pondéré du Groupe au 1<sup>er</sup> février 2019 de 2,5 %.

Le détail des impacts de l'application de la norme IFRS 16 sur les états financiers 2019 est présenté en note 4.7.

#### / IFRIC 23

Le 7 juin 2017 l'IFRIC IC a publié l'interprétation IFRIC 23. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. Le Groupe a entrepris une évaluation des conséquences éventuelles de son application à compter du 1<sup>er</sup> février 2019 et n'a pas identifié d'impact significatif.

## NOTE 1.4. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers consolidés nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses faites par la Direction du groupe qui ont une incidence sur la valorisation des actifs et passifs, ainsi que sur les montants enregistrés en produits et en charges au cours de l'exercice. Les estimations portent notamment, mais de façon non limitative, sur les hypothèses utilisées dans la détermination des impacts relatifs aux options et actions gratuites

attribuées à certains salariés, sur les regroupements d'entreprises, la reconnaissance du chiffre d'affaires, les dépréciations d'actifs immobilisés, l'évaluation des actifs d'impôts différés, l'évaluation des instruments dérivés, les frais de développement capitalisés, les provisions pour dépréciation des créances douteuses, les charges d'impôt ainsi que les provisions pour risques et litiges et les provisions au titre des engagements postérieurs à l'emploi.

## NOTE 2. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

### CHANGEMENT DE DATE DE CLÔTURE – INFORMATIONS PROFORMA

À la suite de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 18 juillet 2019, la date de clôture de l'exercice fiscal a été décalée du 31 janvier au 31 décembre. Par conséquent, l'exercice fiscal 2019, d'une durée de 11 mois, allant du 1<sup>er</sup> février au 31 décembre 2019, n'inclut donc pas le mois de janvier 2019.

Janvier étant un mois très significatif en termes de chiffre d'affaires (renouvellement de près de la moitié de contrats de l'activité Licences), les résultats de l'exercice fiscal 2019 de 11 mois diffèrent sensiblement de ceux d'une année complète de 12 mois.

À des fins de bonne comparabilité des informations et conformément à la recommandation n°2013-08 de l'AMF, les principaux agrégats des états financiers ont été recalculés en proforma de janvier à décembre, au titre de l'année 2019 ainsi qu'au titre de l'année 2018. Les données proforma permettent ainsi de refléter l'activité du groupe sur deux exercices complets.

## LES COMPTES

### Les comptes consolidés

(En millions d'euros)	Proforma 2019 Janvier-décembre	Proforma 2018 Janvier-décembre	Variation	Variation %
Chiffre d'affaires	146,2	135,7	10,5	7,8 %
Marge brute	107,4	97,5	9,8	10,1 %
Frais de recherche et développement	(31,7)	(31,3)	(0,4)	1,4 %
Frais commerciaux et marketing	(44,3)	(42,0)	(2,3)	5,5 %
Frais généraux et administratifs	(23,1)	(20,6)	(2,7)	12,9 %
Résultat opérationnel	8,3	3,6	4,6	127 %

(En millions d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Dettes financières brutes	49,6	51,6
Trésorerie et équivalent de trésorerie	20,2	12,4
Dettes financières nettes	29,4	39,2

(En millions d'euros)	Proforma 2019 Janvier-décembre
Marge brute d'autofinancement	5,7
Variation du besoin en fonds de roulement	4,9
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(2,6)
Autres flux d'investissement et flux de financement	(0,2)
Total variation de trésorerie expliquée	7,8
Trésorerie à l'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 (proforma)	12,4
Trésorerie à la clôture au 31 décembre 2019	20,2
Variation de la trésorerie	7,8

Les données présentées portent principalement sur le compte de résultat et des données de trésorerie et dette financière. Le compte de résultat 2019 proforma 12 mois est sensiblement différent de celui de l'exercice fiscal de 11 mois. En termes de méthode comptable, les proformas 2018 et 2019 ont été établis hors IFRS 16.

Les informations proforma ont été établies selon la méthodologie suivante :

- Réalisation de clôtures additionnelles pour l'ensemble des entités du groupe au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018 (directement comparable au bilan au 31 décembre 2019) et les comptes de résultat de janvier à décembre 2018 et 2019.
- Le processus de consolidation des clôtures additionnelles a été le même que pour chaque clôture annuelle pour l'ensemble des entités.
- Plus spécifiquement, les comptes significatifs suivants ont été déterminés en utilisant les modalités suivantes :
  - le chiffre d'affaires de l'activité Licences provient de deux obligations de prestations : l'accès au logiciel (soit la licence elle-même) et la prestation de maintenance. Le chiffre d'affaires de la part d'accès au logiciel a été reconnu sur la base des dates effectives de mise à disposition du logiciel au client, celui relatif à la prestation de maintenance reconnu linéairement sur la durée annuelle du contrat – soit la méthode usuelle de chaque clôture annuelle, conformément à la norme IFRS 15 ;
  - le chiffre d'affaires de l'activité Services correspond principalement à des prestations de consulting. Le chiffre d'affaires consulting a été constaté à l'avancement des projets à fin décembre 2018, pour toutes les entités disposant d'un suivi mensuel. En cas d'absence de suivi mensuel, une proratisation

par mois du dernier trimestre de l'exercice fiscal 2018 a été calculée – cette approche étant acceptable étant donné la linéarité mois par mois du chiffre d'affaires de cette activité ;

- les coûts directement liés au chiffre d'affaires (telles les redevances versées à des tiers ou des commissions versées à des agents) ont été calculés sur la base du chiffre d'affaires de chaque mois ;
- les coûts de personnel hors bonus variable résultent des données de paie et charges sociales versées chaque mois, les provisions relatives ayant été calculées en fonction de la situation existant à chaque clôture. Les provisions pour bonus variable ont été ajustées afin que chaque proforma reflète le coût d'une année de 12 mois ;
- l'impact net de la capitalisation des coûts de développement et les dotations nettes aux amortissements et provisions ont été calculés à chaque date de clôture ;
- certains autres coûts externes peuvent résulter d'estimations *pro rata temporis*, par exemple les charges de loyer des locaux occupés par les entités du groupe qui sont en règle générale facturées au trimestre.

Enfin les composantes de l'évolution de la position de trésorerie ont été déterminées au travers d'un tableau de flux de trésorerie élaboré selon le processus habituel de chaque consolidation.

## ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

- le Groupe a exercé son option de rachat des intérêts minoritaires d'ESI ITI GmbH (4 %). Le pourcentage de détention de cette entité allemande, ainsi que de son entité fille française ITI Southern Europe, est de 100 % au 31 décembre 2019 ;

- le Groupe a procédé à la dissolution de l'entité chinoise Zhong Guo ESI Co., Ltd. et de l'entité américaine ESI US Inc. au 31 décembre 2019 ;
- en Inde, l'entité Pacific Mindware Engineering Private Ltd. a été absorbée par l'entité ESI Software (India) Private Ltd.

Se reporter aux notes 3.1 et 3.3.



## NOTE 3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### NOTE 3.1. PRINCIPES COMPTABLES LIÉS AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

#### Méthode de consolidation

Les comptes annuels des sociétés contrôlées par ESI Group sont consolidés par intégration globale à compter de la date de prise de contrôle et jusqu'à la date à laquelle le contrôle est transféré à l'extérieur du groupe. Les entreprises associées, pour lesquelles le Groupe ne détient pas le contrôle mais sur lesquelles il exerce une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Il n'existe pas de participation dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint.

Le périmètre du groupe au 31 décembre 2019 est indiqué en Note 3.4.

#### Date de clôture

Le changement de date de clôture du 31 janvier au 31 décembre a été appliqué à l'ensemble des entités du groupe, à l'exception de l'Inde où la seule date de clôture annuelle autorisée par la réglementation locale est le 31 mars. Les filiales indiennes préparent des états intermédiaires arrêtés au 31 décembre pour les besoins de la consolidation.

#### Opérations internes

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes, sont éliminés.

#### Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères du groupe est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées. L'euro est la devise fonctionnelle et de présentation d'ESI Group.

Les bilans des filiales étrangères sont convertis en euros en utilisant les taux de change à la clôture de l'exercice, à l'exception des composantes de la situation nette qui sont maintenues au cours historique. Les comptes de résultat sont convertis en utilisant les taux de change moyens de la période. Les différences de conversion sont inscrites dans un compte spécifique « Écarts de conversion » sur une ligne distincte des autres éléments du résultat global (OCI).

#### Transactions et soldes en devises

À la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change constatés sur les transactions en devises sont comptabilisés en résultat de change, à l'exception de ceux qui résultent de transactions ayant la nature d'investissements à long terme qui sont inscrits en « Écarts de conversion » sur une ligne distincte des autres éléments du résultat global (OCI).

#### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont réalisés en appliquant la méthode de l'acquisition :

- ▶ les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition ;
- ▶ la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est évaluée soit à la juste valeur (méthode du goodwill complet), soit en retenant la quote-part de l'actif net identifiable de l'entité acquise (méthode du goodwill partiel). Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement de cette juste valeur sera constaté en résultat. À l'intérieur de ce délai d'un an, les changements de cette juste valeur explicitement liés à des événements postérieurs à la date d'acquisition seront également comptabilisés en résultat. Les autres changements seront comptabilisés en contrepartie du goodwill.

Lorsque les actionnaires minoritaires de sociétés intégrées disposent d'options de vente de leur participation, cette dette est mesurée à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option et est classée dans le poste « Autres dettes à long terme » ou « Autres dettes courantes » selon sa date d'échéance, le solde affectant le poste d'écarts d'acquisition (méthode du goodwill complet) ou les capitaux propres du groupe (méthode du goodwill partiel). La variation de la dette imputable à l'actualisation est comptabilisée en Résultat Financier. Les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont constatées en contrepartie des capitaux propres du groupe.

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- ▶ la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts non contrôlant dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat ; et
- ▶ la juste valeur nette des actifs et des passifs identifiables acquis.

Le Groupe a 12 mois à partir de la date d'acquisition pour déterminer les justes valeurs des actifs et des passifs et arrêter le montant de l'écart d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés et passifs éventuels acquis, l'écart est immédiatement reconnu en résultat.

En application des normes IFRS, l'écart d'acquisition n'est pas amortissable et fait l'objet d'un test de dépréciation *a minima* annuel, ou lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié. Pour les besoins de ce test, l'écart d'acquisition est affecté à des unités génératrices de trésorerie (« UGT »).

Les coûts directement attribuables aux acquisitions sont comptabilisés en charge à mesure qu'ils sont engagés et présentés sur une ligne séparée du compte de résultat intitulée « Autres produits et charges opérationnels ».

Pour les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises, la charge d'amortissement est comptabilisée dans le Résultat Opérationnel Courant, répartie entre les Frais de recherche et développement et les Frais commerciaux et marketing, selon la nature de l'actif amorti. Les actifs de codes sont amortis sur 5 ans en Frais de recherche et développement ; les actifs de relation clientèle, dont la durée d'amortissement est déterminée lors de chaque acquisition en fonction du profil de l'activité acquise, sont amortis en Frais commerciaux et marketing.

### Tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée

ESI Group ne retient qu'une seule UGT pour l'ensemble du groupe. La stratégie d'ESI Group est d'axer son développement sur l'innovation provenant de ses efforts de R&D et de l'intégration de technologies acquises (codes sources, algorithmes, lois physiques...).

Au fur et à mesure du développement du groupe, il est apparu que certaines technologies acquises pour résoudre un problème précis pouvaient être utilisées pour résoudre d'autres problèmes que ceux du domaine initial. L'intégration de ce portefeuille de technologies dans les logiciels du groupe conduit à une combinatoire qui permet d'utiliser potentiellement toutes les technologies dans tous les produits en fonction des solutions à apporter. La conséquence de cette intégration toujours plus forte est qu'il est de plus en plus difficile d'allouer les revenus à une technologie précise et donc de structurer une UGT pour chaque technologie ou logiciel.

D'autre part les revenus d'une filiale de distribution sont dépendants de sa propre efficacité commerciale mais sont avant tout dépendants de l'offre de logiciels.

Le test de dépréciation est basé sur l'actualisation des flux de trésorerie attendus en fonction des perspectives commerciales, de

la pénétration de la technologie et de la situation concurrentielle. Les données utilisées sont les suivantes :

- ▶ le dernier exercice clos pour l'année de référence (N) ;
- ▶ les données de budget pour l'année N+1 ;
- ▶ les années N+2 à N+5 sont évaluées sur la base de l'année N+1 en appliquant des taux de croissance tenant notamment compte de l'expérience passée.

Les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires élaboré par la Direction du groupe.

Le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2019 est le coût moyen pondéré du capital du groupe ajusté d'une prime de risque. Il s'établit à 9,95 % contre 10,5 % au 31 janvier 2019.

La valeur actuelle de l'UGT est déterminée en additionnant :

- ▶ la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus sur la période explicite de cinq ans telle que décrits ci-dessus ;
- ▶ la valeur terminale correspondant à la capitalisation à l'infini du flux de trésorerie de la dernière année de la période explicite. Le taux de croissance à long terme retenu est de 3 %.

Cette valeur actuelle permet d'attester de la juste valeur des actifs considérés ou bien sert de base au calcul de leur dépréciation éventuelle.

Les tests de dépréciation au 31 décembre 2019 sur l'UGT n'ont montré aucune perte de valeur pour ces actifs. Une analyse de la sensibilité du test aux variations raisonnablement possibles des hypothèses clés a été menée en retenant une hausse de 1 % du taux d'actualisation ou une baisse de 1 % du taux de croissance à long terme. Cette variation des hypothèses clés n'aboutit pas à une dépréciation. La Direction du groupe estime qu'aucun changement raisonnable possible dans les hypothèses clés mentionnées ci-dessus n'aurait pour conséquence de porter la valeur recouvrable de l'UGT à un montant significativement inférieur à sa valeur comptable.

## NOTE 3.2. IMPACTS DE L'ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION SUR LES ÉCARTS D'ACQUISITION ET LE RÉSULTAT NON COURANT

### 3.2.1. Évolution des écarts d'acquisition

(En milliers d'euros)	31 janvier 2019	Augmentation	Diminution	Écart de change	31 décembre 2019
Valeurs brutes	41 404		(92)	137	41 448
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>41 404</b>		<b>(92)</b>	<b>137</b>	<b>41 448</b>

Il n'y a pas eu d'acquisition au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

### 3.2.2. Évolution du résultat non courant

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Frais d'acquisition		
Autres produits et charges externes	1	233
<b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS</b>	<b>1</b>	<b>233</b>

À titre de rappel, jusqu'au 31 janvier 2018, l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises était présenté en « Autres produits et charges opérationnels ». Cependant, du fait de l'importance des montants en jeu et de la récurrence de ces amortissements, ils sont classés à compter de l'exercice clos le 31 janvier 2019 en « Résultat Opérationnel Courant » – se reporter à la note 3.3.

## NOTE 3.3. AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS DANS LE CADRE DE REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

À compter du 31 janvier 2019, les amortissements d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont classés dans le « Résultat Opérationnel Courant », répartis entre les « Frais de recherche et développement » et les « Frais commerciaux et marketing », en fonction de la nature des incorporels amortis (respectivement codes et actifs de relation clientèle).

Au 31 décembre 2019, l'amortissement des codes représente une charge de 561 milliers d'euros contre 613 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, et l'amortissement des actifs de relation clientèle représente une charge de 373 milliers d'euros contre 406 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent.

## NOTE 3.4. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Le tableau suivant présente les dates de création et sièges sociaux des filiales et la fraction de capital détenue directement ou indirectement :

Filiales	Date de création ou acquisition	Siège social des filiales	% de capital détenu	
			31 décembre 2019	31 janvier 2019
Filiales intégrées globalement				
Engineering System International	Avril 1973	Paris, France	100 %	100 %
Engineering System International GmbH	Juillet 1979	Eschborn, Allemagne	100 %	100 %
ESI Japan, Ltd.	Juillet 1991	Tokyo, Japon	97 %	97 %
ESI North America, Inc.	Mars 1992	Troy, Michigan, États-Unis	100 %	100 %
Hankook ESI Co., Ltd.	Septembre 1995	Séoul, Corée du Sud	99 %	99 %
ESI Group Hispania s.l.	Février 2001	Madrid, Espagne	100 %	100 %
STRACO SA	Avril 2001	Compiègne, France	98 %	98 %
Mecas ESI s.r.o.	Mai 2001	Plzen, République tchèque	95 %	95 %
ESI UK Ltd.	Janvier 2002	Londres, Angleterre	100 %	100 %
ESI US Holdings, Inc.	Août 2002	Dover, Delaware, États-Unis	100 %	100 %
ESI US R&D, Inc.	Août 2002	San Diego, Californie, États-Unis	100 %	100 %
Calcom ESI SA	Décembre 2002	Lausanne, Suisse	99 %	99 %
ESI Software (India) Private Ltd.	Février 2004	Bangalore, Inde	100 %	100 %
Hong Kong ESI Co., Ltd.	Février 2004	Hong Kong, Chine	100 %	100 %
Zhong Guo ESI Co., Ltd.	Février 2004	Canton, Chine	0 %	100 %
ESI-ATE Holdings Ltd.	Juillet 2006	Hong Kong, Chine	100 %	100 %
ESI-ATE Technology (China), Ltd.	Août 2006	Pékin, Chine	100 %	100 %
ESI South America Comercio e Servicios de Informatica, Ltda	Juin 2008	São Paulo, Brésil	95 %	95 %
ESI Italia s.r.l.	Septembre 2008	Bologne, Italie	100 %	100 %
Pacific Mindware Engineering Private Ltd.	Décembre 2008	Pune, Inde	0 %	100 %
ESI Services Tunisie	Avril 2009	Tunis, Tunisie	95 %	95 %
ESI Group Beijing Co., Ltd.	Octobre 2010	Pékin, Chine	100 %	100 %
ESI Software Germany GmbH	Août 2011	Stuttgart, Allemagne	100 %	100 %
ESI Nordics AB	Décembre 2011	Sollentuna, Suède	100 %	100 %
ESI US, Inc.	Février 2012	Farmington Hills, Michigan, États-Unis	0 %	100 %
OpenCFD Ltd.	Septembre 2012	Berkshire, Angleterre	100 %	100 %
CyDesign Ltd.	Octobre 2013	Oxford, Angleterre	0 %	100 %
ESI Services Vietnam Co., Ltd.	Décembre 2013	Ho Chi Minh City, Vietnam	100 %	100 %
CIVITEC SARL	Mars 2015	Versailles, France	80 %	80 %
ESI ITI GmbH	Janvier 2016	Dresde, Allemagne	100 %	96 %
ITI Southern Europe SARL	Janvier 2016	Rungis, France	100 %	96 %
Mineset Inc.	Février 2016	Milpitas, États-Unis	100 %	100 %
Scilab Enterprises	Février 2017	Rungis, France	100 %	100 %
Filiales intégrées par mise en équivalence				
JV AECC-ESI (Beijing) Technology Co., Ltd.	Février 2014	Pékin, Chine	45 %	45 %

## NOTE 4. DONNÉES OPÉRATIONNELLES

### NOTE 4.1. CHIFFRE D'AFFAIRES



Le chiffre d'affaires du groupe ESI Group provient de deux activités principales : la concession de licences de logiciels et une activité de services.

Le Groupe comptabilise un contrat avec un client dès qu'il existe un accord écrit qui crée des droits et des obligations juridiquement exécutoires, comprenant les conditions de paiement, que le contrat a une substance commerciale, et que le recouvrement de la contrepartie est probable.

Une obligation de prestation est une promesse dans un contrat avec un client de transférer des produits ou des services, distincte des autres promesses du contrat.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque le contrôle d'un produit ou d'un service est transféré à un client, pour un montant qui reflète la contrepartie à laquelle la Société s'attend à avoir droit en échange de ces produits ou services.

#### Licences d'utilisation et maintenance

Le chiffre d'affaires réalisé sur les licences de logiciels provient des redevances de droit d'utilisation accordé aux clients finaux, et des prestations de maintenance associées. Les prestations de maintenance correspondent aux mises à jour et à un support technique.

L'activité est réalisée au travers de trois types de contrats :

- Les locations annuelles renouvelables de licences, incluant un droit d'utilisation du logiciel accompagné de prestations de maintenance pour une durée d'un an ;
- Les locations « Paid Up Licence » conférant aux clients finaux un droit d'utilisation du logiciel pour une durée indéterminée, accompagné de prestations de maintenance pour une durée d'un an – avec possibilité de renouvellement au travers d'un contrat de maintenance ;
- La prestation de maintenance seule, contrat qui vient en complément d'une concession de logiciel de type « Paid Up Licence ».

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 15, les contrats du groupe ont fait l'objet d'une analyse en cinq étapes afin de déterminer les obligations de prestations les composant et le prix de chacune d'elles. Deux obligations de prestations ont été identifiées : l'accès au logiciel (soit la licence elle-même) et la prestation de

maintenance – à noter que cette approche dissociative était déjà appliquée par le Groupe précédemment à l'entrée en vigueur de la norme. Pour les contrats de licence annuelle et les *Paid Up Licence*, la répartition du prix a été réalisée selon l'approche résiduelle. En résulte l'affectation de 15 % du prix des contrats de licence annuelle à la prestation de maintenance, et 5 % pour les contrats de *Paid Up Licence*. Le chiffre d'affaires de la part d'accès au logiciel est reconnu au moment de la mise à disposition du logiciel au client, celui relatif à la prestation de maintenance est reconnu linéairement sur la durée annuelle du contrat.

#### Prestations de services

Le chiffre d'affaires issu des prestations de services correspond principalement à des prestations de consulting et de formation.

Le chiffre d'affaires consulting est constaté à l'avancement des projets, les coûts sont comptabilisés lorsqu'encourus. Les contrats dégageant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

Le chiffre d'affaires de formation est constaté à réalisation des prestations.

#### Backlog

Le *backlog* du groupe pour l'activité Licences se compose de toutes les commandes fermes reçues des clients à la date de clôture, dont l'exécution débute à compter du 1<sup>er</sup> jour de l'exercice suivant.

Bien que la majorité des contrats de Licences soient renouvelables d'un exercice sur le suivant, ce n'est qu'à la réception du bon de commande signé pour l'année suivante que le montant correspondant est inclus dans le *backlog* – les bons de commande étant souvent reçus peu de temps avant le début de la période d'exécution associée, ceci explique le niveau de *backlog* de cette activité vs. sa forte composante récurrente.

Pour l'activité Services, le *backlog* correspond d'une part au reste à faire sur les contrats dont l'exécution a débuté, d'autre part, aux contrats signés à la date de clôture dont l'exécution débutera à compter du 1<sup>er</sup> jour de l'exercice suivant.

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup> (fév.-déc.)	31 janvier 2019 <sup>(2)</sup> (fév.-janv.)
<b>Total licences et maintenance</b>	<b>75 320</b>	<b>109 836</b>
Consulting	25 718	28 793
Autres revenus	1 159	784
<b>Total prestations de services</b>	<b>26 877</b>	<b>29 577</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ</b>	<b>102 197</b>	<b>139 413</b>
<b>Montant des projets de recherche cofinancés inclus dans le chiffre d'affaires des services</b>	<b>4 102</b>	<b>4 567</b>

(1) 1<sup>er</sup> février 2019 - 31 décembre 2019.

(2) 1<sup>er</sup> février 2018 - 31 janvier 2019.

Le *backlog* au 31 décembre 2019 s'élève à 23,2 millions d'euros, dont 22 millions d'euros pour l'activité Licences et 1,2 million d'euros pour les Services.

## NOTE 4.2. CLIENTS



Les actifs du poste Clients sont comptabilisés initialement à la valeur nominale compte tenu du caractère non significatif des effets de l'actualisation. Les créances clients sont, par la suite, comptabilisées au coût amorti, diminué le cas échéant des dépréciations résultant du caractère non recouvrable de leur montant et de l'estimation des pertes attendues.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire reposant sur la probabilité de leur recouvrement déterminée en fonction de la typologie des créances, est inférieure à leur valeur comptable. Selon la nature des créances, le risque assorti aux créances douteuses est apprécié individuellement ou à partir de méthodes statistiques. La dépréciation des comptes clients et des prêts reflète la meilleure estimation du risque inhérent à l'actif concerné.

### Distinction actifs et passifs sur contrats

Le Groupe présente le droit à contrepartie en échange de produits ou de services transférés à un client soit en créances clients, soit en actifs sur contrats. Une créance est un droit à la contrepartie qui est inconditionnel, contrairement à un actif sur contrat qui est un droit à la contrepartie conditionné par des facteurs autres que le passage du temps.

Les actifs sur contrats de la Société sont issus des montants non facturés au client, lorsque le droit à la contrepartie est subordonné à l'achèvement d'un jalon ou soumis à l'acceptation du client.

Le montant de la facturation excédant le chiffre d'affaires comptabilisé est présenté dans les passifs sur contrats.

### Détails du poste clients

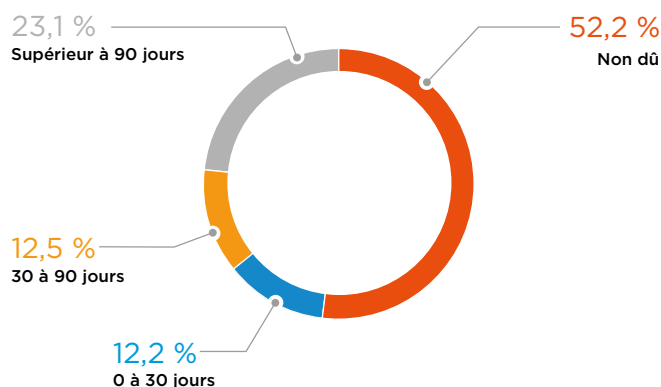
(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Clients et comptes rattachés	46 191	64 822
Dépréciation des créances clients	(4 214)	(3 810)
<b>TOTAL CLIENTS NETS DES DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>41 977</b>	<b>61 012</b>

(En milliers d'euros)	31 janvier 2019	Entrée de Péri-mètre	Dotations	Reprises	Écart de change	Autres mouvements	31 décembre 2019
Dépréciation	(3 810)		(463)	53	6		(4 214)
<b>TOTAL</b>	<b>(3 810)</b>		<b>(463)</b>	<b>53</b>	<b>6</b>		<b>(4 214)</b>

La clientèle du groupe se compose pour l'essentiel :

- ▶ De grands comptes industriels, en particulier dans les secteurs automobile, aérospatial, sidérurgique ;
- ▶ D'administrations pour des projets gouvernementaux ou de défense ;
- ▶ D'organismes universitaires.

### Ancienneté des comptes clients



	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Non dû	21 894	44 390
0 à 30 jours	5 114	5 652
30 à 90 jours	5 266	4 999
Supérieur à 90 jours	9 703	5 971
<b>TOTAL</b>	<b>41 977</b>	<b>61 012</b>

Le montant des créances supérieures à 90 jours inclut notamment des créances sur des clients étatiques ou para-étatiques chinois dont les délais de recouvrement sont plus importants.

### Actifs sur contrats

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Actifs sur contrats	2 755	4 119

### NOTE 4.3. PASSIFS SUR CONTRATS, PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Passifs sur contrats – prestations de maintenance à réaliser	9 485	19 979
Autres produits constatés d'avance	18 936	4 622
<b>PASSIFS SUR CONTRATS, PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>28 421</b>	<b>24 601</b>

### NOTE 4.4. CHARGES OPÉRATIONNELLES PAR NATURE

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup> (fév.-déc.)	31 janvier 2019 <sup>(2)</sup> (fév.-janv.)
Achats et charges externes	(9 339)	(13 088)
Locations immobilières *	(1 818)	(6 764)
Honoraires	(3 990)	(3 164)
Impôts et taxes	(598)	(515)
Amortissements et provisions *	(8 954)	(3 465)
Frais de personnel <sup>(3)</sup>	(86 787)	(92 774)
Autres produits et charges externes	(12 535)	(12 866)
<b>Total des charges opérationnelles courantes</b>	<b>(124 021)</b>	<b>(132 636)</b>
Autres produits et charges opérationnels <sup>(4)</sup>	1	233
<b>TOTAL DES CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(124 020)</b>	<b>(132 403)</b>

(1) 1<sup>er</sup> février 2019 - 31 décembre 2019.

(2) 1<sup>er</sup> février 2018 - 31 janvier 2019.

(3) Les frais de personnel sont détaillés en note 5.2.

(4) Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés en note 3.2.2.

\* Les variations significatives de soldes entre les 2 exercices présentés résultent de l'application en 2019 de la norme IFRS 16.

### NOTE 4.5. DONNÉES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le Groupe développe, commercialise et assure le support technique de logiciels permettant aux ingénieurs de prévoir et d'améliorer, par le moyen d'essais virtuels, la performance et la qualité attendue d'un produit en fonction d'un ensemble de contraintes. Les secteurs opérationnels sont des composantes du groupe pour lesquelles des informations financières isolées sont disponibles, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la Direction de la Société, en vue d'évaluer leurs performances et de décider de l'affectation des ressources. ESI Group opère

sur un segment unique car le fonctionnement des deux activités identifiées par le Groupe (concessions de licences de logiciels et prestations de services) est étroitement lié. Conformément aux paragraphes 31 à 34 de la norme IFRS 8, ESI Group présente les revenus des activités ordinaires et les actifs non courants par grande zone géographique (Europe, Asie, Amériques).

Le chiffre d'affaires est réparti sur les zones géographiques sur lesquelles il est effectivement réalisé.

(En milliers d'euros)	Europe, Moyen-Orient et Afrique	Asie-Pacifique	Amériques	Éliminations	Consolidé
<b>Exercice clos le 31 décembre 2019</b>					
Clients externes	43 538	41 076	17 583		102 197
Sociétés intra-groupe	48 888	8 053	6 478	(63 420)	
<b>Ventes nettes</b>	<b>92 425</b>	<b>49 129</b>	<b>24 062</b>	<b>(63 420)</b>	<b>102 197</b>
<b>ACTIFS AFFECTÉS</b>	<b>276 090</b>	<b>41 735</b>	<b>14 306</b>	<b>(98 476)</b>	<b>233 655</b>
<b>Exercice clos le 31 janvier 2019</b>					
Clients externes	68 843	49 769	20 802		139 413
Sociétés intra-groupe	83 328	9 425	7 292	(100 046)	
<b>Ventes nettes</b>	<b>152 172</b>	<b>59 193</b>	<b>28 094</b>	<b>(100 046)</b>	<b>139 413</b>
<b>ACTIFS AFFECTÉS</b>	<b>301 695</b>	<b>43 191</b>	<b>20 188</b>	<b>(134 500)</b>	<b>230 575</b>

Les opérations intra-groupes sont essentiellement constituées par des redevances versées par les filiales du groupe. Ces redevances sont proportionnelles au chiffre d'affaires Licences et basées sur les pratiques constatées entre éditeurs et distributeurs de logiciels dans le secteur d'activité couvert par ESI Group.

## NOTE 4.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au 31 décembre 2019, ESI Group est engagé dans une caution auprès du Crédit du Nord pour un montant de 82 milliers d'euros, mise en place en novembre 2012, à échéance 28 novembre 2021 plus 6 mois.

## NOTE 4.7. IMPACTS DE L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 16

A l'actif, les droits d'utilisation des actifs loués représentent au 31 décembre 2019 une valeur nette comptable de 20 677 milliers d'euros, dont 25 869 milliers d'euros de valeur brute et 5 192 milliers d'euros d'amortissements.

(En milliers d'euros)	1 <sup>er</sup> février 2019	Augmentation	Diminution	31 décembre 2019
<b>Droits d'utilisation - valeurs brutes</b>	<b>23 470</b>	<b>2 399</b>		<b>25 869</b>
Dont bureaux	22 166	1 722		23 888
Dont véhicules	1 304	677		1 981
<b>Droits d'utilisation - amortissements</b>		<b>(5 192)</b>		<b>(5 192)</b>
Dont bureaux		(4 453)		(4 453)
Dont véhicules		(739)		(739)
<b>Droits d'utilisation - valeurs nettes</b>	<b>23 470</b>	<b>(2 793)</b>		<b>20 677</b>
Dont bureaux	22 166	(2 731)		19 435
Dont véhicules	1 304	(62)		1 242

Au passif, les dettes de location se répartissent en 20 002 milliers d'euros de dettes non courantes et 631 milliers d'euros de dettes courantes.

Échéancier des dettes de location au 31 décembre 2019 :

(En milliers d'euros)	< 1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 4 ans	Plus de 5 ans	31 décembre 2019
Dettes de locations d'actifs immobiliers	369	9 013	5 698	4 405	19 484
Dettes de locations d'actifs mobiliers	262	870	16		1 149
<b>DETTES DE LOCATION</b>	<b>631</b>	<b>9 884</b>	<b>5 714</b>	<b>4 405</b>	<b>20 633</b>

Au compte de résultat 2019, le retraitement des charges de loyer s'élève à + 5 351 milliers d'euros, quasiment intégralement compensé par l'amortissement des droits d'utilisation : l'impact sur le résultat opérationnel courant est de + 158 milliers d'euros. L'impact des écritures de retraitements IFRS 16 sur le résultat financier est une charge complémentaire de - 115 milliers d'euros. L'impact sur le résultat net est ainsi de + 44 milliers d'euros.

Dans le tableau des flux de trésorerie, l'impact de la norme IFRS 16 est une augmentation du retraitement d'amortissements et provisions et donc une amélioration de la marge brute d'autofinancement à hauteur de + 5 236 milliers d'euros, avec contrepartie remboursement des dettes de location dans la partie financement du TFT pour - 5 236 milliers d'euros.

## NOTE 5. CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

### NOTE 5.1. EFFECTIFS

L'effectif équivalent temps plein (ETP) du groupe est reparti de la façon suivante :

	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup> (fév.-déc.)	31 janvier 2019 <sup>(2)</sup> (fév.-janv.)
France	326	317
Étranger	912	904
	<b>1 238</b>	<b>1 221</b>

(1) 1<sup>er</sup> février 2019 - 31 décembre 2019.

(2) 1<sup>er</sup> février 2018 - 31 janvier 2019.



## NOTE 5.2. FRAIS DE PERSONNEL

Le compte de résultat présente les frais de personnel par destination. Leur décomposition par nature est la suivante :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup> (fév.-déc.)	31 janvier 2019 <sup>(2)</sup> (fév.-janv.)
Traitements et salaires	(69 556)	(73 626)
Charges sociales	(15 914)	(17 834)
Paielements en actions	(689)	(751)
Charges de retraite	(627)	(563)
<b>TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL</b>	<b>(86 787)</b>	<b>(92 774)</b>

(1) 1<sup>er</sup> février 2019 - 31 décembre 2019.

(2) 1<sup>er</sup> février 2018 - 31 janvier 2019.

## NOTE 5.3. PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS



Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de différents régimes de retraite, indemnités de fin de carrière, primes liées aux médailles du travail et autres avantages complémentaires postérieurs à l'emploi. Pour couvrir ces avantages, le Groupe dispose de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vue duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes, et la charge correspondant aux primes versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Un régime à prestations définies est un régime qui garantit un niveau futur de prestations en fonction du salaire, de l'âge et de l'ancienneté du salarié. Tel est le cas des indemnités qui peuvent être versées lors du départ à la retraite du salarié.

Pour les régimes à prestations définies, conformément à IAS 19 R « Avantages du personnel », les engagements sont évalués selon la

méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui prévoit que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

Les régimes de retraite à prestations définies et les avantages à long terme qui sont reconnus conformément à IAS 19 R sont les suivants :

- ▶ Pour la France : indemnités de fin de carrière, régime complémentaire conclu auprès d'une société d'assurance ;
- ▶ Pour la Corée, l'Inde et le Japon : indemnités de départ dues aux employés, quel que soit le motif de leur départ et proportionnelles à leur ancienneté dans l'entreprise ;
- ▶ Pour l'Allemagne : indemnités à cotisations définies dues à certains dirigeants.

### 5.3.1. Hypothèses actuarielles

Taux d'actualisation	31 décembre 2019	31 janvier 2019
France	0,80 %	1,45 %
Allemagne	0,88 %	1,66 %
Japon	0,27 %	0,43 %
Corée	1,70 %	2,10 %
Inde	7,25 %	7,83 %

Les taux d'actualisation correspondent :

- ▶ Pour la France, au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et ajusté à la duration des engagements du groupe ;
- ▶ Pour les autres pays, aux taux communiqués par les banques centrales.

Taux d'augmentation des salaires	31 décembre 2019	31 janvier 2019
France	2,50 %	2,50 %
Allemagne	2,00 %	2,00 %
Japon	3,00 %	3,00 %
Corée	4,00 %	4,00 %
Inde	10 %	10 %

Les taux de rotation du personnel sont déterminés par filiale et par tranche d'âge en fonction de l'historique de chaque société.

### 5.3.2. Évolution de l'engagement et de la provision

(En milliers d'euros)	31 janvier 2019	Variation par capitaux propres (OCI)	Dotations	Reprises	Écart de change	Autres mouvements	31 décembre 2019
Provision pour avantages au personnel	9 979	936	1 045	(1 008)	64	-	11 016
<b>TOTAL</b>	<b>9 979</b>	<b>936</b>	<b>1 045</b>	<b>(1 008)</b>	<b>64</b>	<b>-</b>	<b>11 016</b>

#### Variation de la provision constatée au bilan

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
<b>Évolution de l'engagement</b>		
<b>Engagement à l'ouverture</b>	<b>(12 034)</b>	<b>(10 666)</b>
Entrée de périmètre	-	-
Coût des services rendus	(869)	(902)
Charge d'intérêt	(228)	(223)
Prestations payées	525	243
(Pertes) et gains actuariels	(855)	(271)
Autres	0	(5)
Écart de change	(59)	(211)
<b>ENGAGEMENT À LA CLÔTURE</b>	<b>(13 521)</b>	<b>(12 034)</b>
<b>Évolution de la juste valeur des actifs</b>		
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>2 086</b>	<b>1 867</b>
Entrée de périmètre		
Rendement des actifs	52	49
Cotisations payées par l'employeur	793	175
Prestations payées	(310)	(21)
(Pertes) et gains actuariels	(82)	2
<b>Gain de change et autres</b>	<b>(3)</b>	<b>15</b>
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS À LA CLÔTURE</b>	<b>2 536</b>	<b>2 086</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des services rendus	(869)	(901)
Charge financière	(176)	(175)
Charge d'intérêt	(228)	(223)
Rendement des actifs	52	49
<b>CHARGE DE L'EXERCICE</b>	<b>(1 045)</b>	<b>(1 076)</b>
<b>Provision reconnue au bilan</b>		
Engagements financés	(5 367)	(4 900)
Juste valeur des actifs	2 591	2 141
<b>Engagement net</b>	<b>(2 776)</b>	<b>(2 759)</b>
Engagements non financés	(8 239)	(7 686)
<b>PROVISION DE FIN D'EXERCICE</b>	<b>(11 015)</b>	<b>(10 445)</b>
<b>Évolution de la provision</b>		
<b>Provision à l'ouverture</b>	<b>(9 979)</b>	<b>(8 798)</b>
Charge de l'exercice	(1 045)	(1 076)
Reconnaissance des gains/(pertes) actuariels par capitaux propres	(936)	(269)
Cotisations payées par l'employeur	793	175
Prestations payées par l'employeur	215	221
Entrée de périmètre		
Écart de change	(64)	(198)
Autres		(35)
<b>PROVISION DE FIN D'EXERCICE</b>	<b>(11 016)</b>	<b>(9 979)</b>

### 5.3.3. Sensibilité des engagements à une variation du taux d'actualisation

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019
Engagement - 0,5 %	(13 453)
Engagement	(13 521)
Engagement + 0,5 %	(13 588)

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019
Ajustement d'expérience	(281)
Changement d'hypothèses financières	(689)
Rendement des actifs	(6)
Changement d'hypothèses démographiques	39
<b>TOTAL DES PERTES ET GAINS ACTUARIELS</b>	<b>(936)</b>

## NOTE 5.4. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS



Des options de souscription ou d'achat d'actions peuvent être accordées à certains salariés du groupe. Elles donnent droit à souscription ou achat d'actions ESI Group quatre ou cinq ans après leur attribution et à un prix d'exercice fixe déterminé lors de cette attribution. Les conditions d'attribution des options de souscription ou d'achat d'actions peuvent inclure des conditions de performance en plus de conditions de présence.

Conformément à la norme IFRS 2, les options font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. Elle est reconnue en charges de personnel au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits de l'option, en contrepartie des capitaux propres. La charge est répartie dans le compte de résultat par destination selon la clé d'allocation des personnes concernées.

La juste valeur de l'option est déterminée par application du modèle de « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie attendue, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, et le taux d'intérêt sans risque.

Des actions gratuites peuvent également être accordées à des salariés du groupe. La juste valeur de l'avantage accordé aux bénéficiaires est déterminée sur la base du cours de l'action le jour de l'attribution multiplié par le nombre d'actions attribuées. Ce coût est réparti sur la période de détention.

## Attribution d'options de souscription, d'achat d'actions et d'actions gratuites

Des options de souscription, d'achat d'actions et des actions gratuites ont été autorisées par différentes Assemblées générales et sont susceptibles de diluer le capital social d'ESI Group. Le tableau suivant décrit la situation des différents plans pour lesquels des options ou actions gratuites ont été octroyées et ne sont pas encore exercées.

Numéro de plan (date de l'Assemblée générale)	Date du Conseil d'administration	Nombre d'options/ d'actions allouées ou allouables	Nombre d'options/ d'actions attribuées	Dont accordées sous condition de performance	Prix d'exercice	Nombre d'options/ d'actions existantes au 31 décembre 2019	Année limite de levée des options
Plan n° 10 (AG 2012)	01/02/2013		150 850	62 300	27,82	38 700	2021
Plan n° 10 <i>bis</i> (AG 2012)	07/02/2014		11 000		24,42	375	2022
Plan n° 10 <i>ter</i> (AG 2012)	01/02/2015		15 000		21,66		2025
Plan n° 10 <i>quater</i> (AG 2012)	22/07/2015		3 150		27,17	2 100	2025
<b>Total AG 2012</b>		<b>180 000</b>	<b>180 000</b>	<b>62 300</b>		<b>41 175</b>	
Plan n° 15 (AG 2013)	01/02/2015	<b>294 538</b>	20 000	20 000	21,66		2025
<b>Total AG 2013</b>							
Plan n° 17 (AG 2014)	22/07/2015		7 350		27,17	4 900	2023
Plan n° 17 <i>bis</i> (AG 2014)	11/03/2016		10 000		23,35		2026
Plan n° 17 <i>ter</i> (AG 2014)	05/05/2017		18 175		50,92	16 300	2025
Plan n° 17 <i>quater</i> (AG 2014)	05/05/2017		1 875	1 875	50,92		2025
<b>Total AG 2014</b>		<b>180 000</b>	<b>37 400</b>	<b>1 875</b>		<b>21 200</b>	
Plan n° 19 (AG 2017)	18/07/2018		43 950	32 963	42,97	38 100	2026
Plan n° 19 <i>bis</i> (AG 2017)	01/02/2019		20 000	15 000	27,04	20 000	2027
Plan n° 19 <i>ter</i> (AG 2017)	18/12/2019		24 660		29,12	24 660	2027
<b>Total AG 2017</b>		<b>180 000</b>	<b>88 610</b>	<b>47 963</b>		<b>82 760</b>	
Autorisation du 29 juillet 2017		<b>229 600</b>					
<b>Total stock-options</b>		<b>1 064 138</b>	<b>326 010</b>	<b>132 138</b>		<b>145 135</b>	
Plan n° 6 (AG 2016)	21/07/2016		25 000			4 164	2020
Plan n° 7 (AG 2016)	23/12/2016		2 275				2021
Plan n° 8 (AG 2016)	01/08/2017	60 000	9 000			2 501	2021
Plan n° 9 (AG 2018)	18/07/2018		10 617	7 964		10 367	2020
Plan n° 9 <i>bis</i> (AG 2018)	18/07/2018		2 441			2 184	2020
Plan n° 9 <i>ter</i> (AG 2018)	18/07/2018		15 500			15 500	2022
Plan n° 9 <i>quater</i> (AG 2018)	18/07/2018		16 250			16 250	2023
Plan n° 9 <i>quinquies</i> (AG 2018)	18/12/2019		6 712			6 712	2022
Plan n° 9 <i>sexies</i> (AG 2018)	18/12/2019	60 000	2 521			2 521	2021
<b>Total actions gratuites</b>		<b>120 000</b>	<b>90 316</b>	<b>7 964</b>		<b>53 534</b>	
<b>TOTAL STOCK-OPTIONS ET ACTIONS GRATUITES</b>		<b>1 184 138</b>	<b>415 876</b>	<b>140 102</b>		<b>205 334</b>	

La charge au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 relative aux plans de souscription d'actions s'élève à 164 milliers d'euros. Celle relative aux actions gratuites s'élève à 526 milliers d'euros.

L'ensemble des options de souscription, d'achat d'actions et les actions gratuites comportent des conditions de présence.

## Mouvements sur la période

	2019		2018	
	Nombre d'options et d'actions gratuites	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options et d'actions gratuites	Prix d'exercice moyen pondéré
<b>Options non exercées/actions gratuites à remettre à l'ouverture</b>	<b>151 448</b>	<b>24,49</b>	<b>108 843</b>	<b>20,34</b>
Options attribuées/Actions gratuites à remettre	70 143	17,95	72 510	42,97
Options annulées ou échues	(4 990)	24,92	(9 823)	36,84
Options exercées et actions gratuites livrées	(11 367)	40,01	(20 080)	41,01
<b>Options non exercées/actions gratuites à remettre à la clôture</b>	<b>205 334</b>	<b>23,83</b>	<b>151 448</b>	<b>24,49</b>
<b>OPTIONS EXERCABLES À LA CLÔTURE</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	

Les principales données et hypothèses sous-tendant l'évaluation de la juste valeur des stock-options et actions gratuites sont les suivantes :

	Prix de l'action à la date d'attribution	Délai d'exercice des options en années	Volatilité lors de l'attribution	Taux de dividende attendu	Taux d'intérêt
<b>Stock-option</b>					
Plan n° 10 (01/02/2013)	26,99	4	24,80 %	0 %	1,30 %
Plan n° 10 bis (07/02/2014)	24,50	3	23,73 %	0 %	0,30 %
Plan n° 10 ter (01/02/2015)	24,94	4	22,13 %	0 %	0,36 %
Plan n° 10 quater (22/07/2015)	28,31	4	23,36 %	0 %	0,65 %
Plan n° 15 (01/02/2015)	24,94	4	23,36 %	0 %	0,65 %
Plan n° 17 (22/07/2015)	28,31	4	22,13 %	0 %	0,36 %
Plan n° 17 bis (11/03/2016)	24,39	1 à 5	22,79 %	0 %	0,65 %
Plan n° 17 ter (05/05/2017)	55,56	2 à 4	28,16 %	0 %	0,86 %
Plan n° 17 quater (05/05/2017)	55,56	2 à 4	28,16 %	0 %	0,86 %
Plan n° 19 (18/07/2018)	42,97	2 à 4	37,33 %	0 %	0,66 %
Plan n° 19 bis (01/02/2019)	27,04	3	34,56 %	0 %	0,61 %
Plan n° 19 ter (12/12/2019)	29,12	3	26,76 %	0 %	0,65 %
<b>Actions gratuites</b>					
Plan n° 6	30,30	2 à 4	n.a	0 %	1,2 %
Plan n° 7	45,73	2	n.a	0 %	1,1 %
Plan n° 8	46,19	2 à 4	n.a	0 %	1,1 %
Plan n° 9/9 bis/9 ter	42,97	2 à 4	n.a	0 %	0,95 %
Plan n° 9 quater	31,4	2 à 4	n.a	0 %	0,70 %
Plan n° 9 quinquies/9 sexies	31,00	2	n.a	0 %	0,65 %

## NOTE 6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

### NOTE 6.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

#### 6.1.1. Évolution de la valeur brute, des amortissements et de la valeur nette des immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31 janvier 2019	Augmentation	Diminution	Écart de change	Autres mouvements	31 décembre 2019
<b>Valeurs brutes</b>						
Frais de développement	63 192	28 323	(21 990)	-	-	69 525
Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	12 044			-		12 044
Autres actifs incorporels	21 636	554	(3)	(44)	-	22 143
<b>TOTAL</b>	<b>96 872</b>	<b>28 878</b>	<b>(21 993)</b>	<b>(44)</b>	<b>-</b>	<b>103 712</b>
<b>Amortissements</b>						
Frais de développement	(19 041)	(27 024)	21 990		-	(21 990)
Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	(73)				-	(73)
Autres actifs incorporels	(15 948)	(1 526)	3	44	-	(17 427)
<b>TOTAL</b>	<b>(35 062)</b>	<b>(28 550)</b>	<b>21 993</b>	<b>44</b>	<b>-</b>	<b>(39 490)</b>
<b>Valeurs nettes comptables</b>						
Frais de développement	44 152	1 300		-	-	45 452
Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	11 971			-	-	11 971
Autres actifs incorporels	5 687	(972)	-	-	-	4 716
<b>TOTAL</b>	<b>61 811</b>	<b>328</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>62 139</b>

#### 6.1.2. Capitalisation des frais de développement



Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les frais de développement sont capitalisés dès que les six critères énoncés par la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles » sont respectés :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement ;
- Intention du groupe d'achever le projet ;
- Capacité à utiliser ou à vendre le produit issu du projet de développement ;
- Existence d'avantages économiques futurs probables et notamment existence d'un marché pour le produit issu du projet ;
- Disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et vendre le produit issu du projet de développement ;

- Capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables au projet de développement.

Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent notamment les frais de main-d'œuvre directe et la sous-traitance. Elles sont amorties linéairement sur une durée de 12 mois pour les développements correspondant à la sortie des nouvelles versions annuelles des logiciels vendus par le Groupe, et linéairement sur 24 ou 36 mois pour les développements correspondant à des améliorations majeures des produits existants, selon le niveau d'innovation associé.

Les dépenses de développement ne respectant pas les critères de la norme IAS 38 sont comptabilisées en charges.

Les frais de recherche et développement donnent droit, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt reconnu dans l'exercice au cours duquel les charges ont été engagées. Ce crédit d'impôt est constaté en diminution des charges de recherche et de développement.

## Impact net de la capitalisation des frais de développement

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Frais de développement immobilisés sur la période	28 323	29 937
Frais de développement amortis sur la période	(27 024)	(27 258)
<b>IMPACT NET DE LA CAPITALISATION DES FRAIS DE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>1 300</b>	<b>2 679</b>

Les mises en service, correspondant à la mise sur le marché de nouvelles versions ou d'améliorations de nos logiciels, sont la conséquence de décisions commerciales et stratégiques. Il peut être ainsi décidé d'attendre plusieurs améliorations pour mettre sur le marché une nouvelle version plutôt que de sortir plusieurs versions mineures durant l'exercice ; ou au contraire de mettre en service une version avec une innovation majeure même si d'autres améliorations sont planifiées dans un futur proche. Si les projets sont généralement planifiés pour être mis en service

annuellement, les dates effectives de mise en service peuvent varier d'un exercice à l'autre. Ces variations ont un impact sur les dates de début d'amortissement et donc sur les montants d'amortissement comptabilisés.

La valeur nette comptable des frais de développement capitalisés en nombre de mois de frais R&D engagés est de 15 mois au 31 décembre 2019 (soit 45,5 millions d'euros), contre 14,4 mois au 31 janvier 2019 (soit 44,1 millions d'euros).

## Réconciliation des frais engagés et des frais portés au compte de résultat

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
<b>Frais R&amp;D engagés au cours de la période <sup>(1)</sup></b>	<b>(33 656)</b>	<b>(36 763)</b>
Frais de développement immobilisés sur la période	28 323	29 937
Frais de développement amortis sur la période	(27 024)	(27 258)
Crédit impôt recherche (CIR)	3 086	2 979
Amortissement des codes acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises	(562)	(613)
<b>TOTAL FRAIS DE R&amp;D COMPTABILISÉS EN CHARGE DANS L'EXERCICE</b>	<b>(29 832)</b>	<b>(31 718)</b>

(1) Dont 5 332 milliers d'euros de frais portés en charge directe en 2019 contre 6 826 milliers d'euros en 2018.

### 6.1.3. Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée



Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée représentent des codes sources qui permettent à la Société d'obtenir des droits de propriété intellectuelle sur les codes logiciels. Plus précisément, il s'agit de traduction en langage informatique de lois physiques sous forme d'algorithmes qui permettent de simuler la réaction des matériaux à des contraintes externes.

Les actifs incorporels provenant de l'achat de branches d'activité ont été considérés à durée de vie indéterminée dans la mesure où il n'existe à ce jour aucune technologie de substitution et que le modèle économique récurrent (location annuelle) assure la pérennité des revenus de la base installée.

Le Groupe considère que la durée de vie de ces actifs incorporels ne peut être déterminée tant que le contenu scientifique sous-jacent aux produits achetés n'est pas remis en cause par une rupture technologique qui les rendrait obsolètes. Par ailleurs,

un effort de recherche et développement important (30 % du chiffre d'affaires relatif aux licences) est maintenu sur ces produits en phase de croissance et garantit la pérennité de la valeur de l'actif.

Les actifs à durée de vie indéterminée ne sont pas amortis. Ils sont soumis à des tests de dépréciation chaque année dont les modalités et résultats au 31 décembre 2019 sont détaillés dans la Note 3.1.

La durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée est réexaminée annuellement afin de déterminer si l'appréciation d'une durée d'utilité indéterminée pour cet actif continue d'être justifiée. Dans le cas contraire, le changement d'appréciation de la durée d'utilité indéterminée est comptabilisé de manière prospective.

#### 6.1.4. Autres actifs incorporels



Les autres actifs incorporels à durée d'utilité finie correspondent essentiellement à des logiciels. Conformément à IAS 38, ils sont évalués à leur coût d'acquisition.

Pour les logiciels, un amortissement est enregistré en résultat en fonction de la durée estimée d'utilisation du bien, selon les modalités suivantes :

	Méthode	Durée
Bureautique et assimilés	Linéaire	1 à 3 ans
Logiciels d'exploitation	Linéaire	3 à 5 ans
Codes – logiciels tiers intégrés dans les produits	Linéaire	5 à 8 ans

La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité finie sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice. Tout changement de la durée d'utilité attendue ou du rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif est comptabilisé en modifiant la durée ou le mode d'amortissement, selon le cas, de tels changements étant traités comme des changements d'estimation.

La charge d'amortissement de l'immobilisation incorporelle à durée de vie finie est comptabilisée en résultat dans la catégorie de charges appropriée compte tenu de la fonction de l'immobilisation incorporelle.

## NOTE 6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### 6.2.1. Principes comptables



Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Un amortissement est enregistré en résultat en fonction de la durée estimée d'utilisation du bien, selon les modalités suivantes :

	Méthode	Durée
Agencements et installations	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique et équipement	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

### 6.2.2. Évolution de la valeur brute, des amortissements et de la valeur nette des immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31 janvier 2019	Augmentation	Diminution	Autres mouvements <sup>(1)</sup>	Écart de change	31 décembre 2019
<b>Valeurs brutes</b>						
Agencements et installations	4 596	102	-	6	31	4 735
Matériel informatique et équipements	15 633	1 123	(1 072)	(17)	109	15 777
Mobilier de bureau et autres actifs corporels	3 508	106	(243)	25 890	24	29 285
<b>TOTAL</b>	<b>23 737</b>	<b>1 331</b>	<b>(1 315)</b>	<b>25 879</b>	<b>164</b>	<b>49 797</b>
<b>Amortissements</b>						
Agencements et installations	(2 254)	(283)	-	(2)	(16)	(2 555)
Matériel informatique et équipements	(12 791)	(1 334)	1 072	64	(81)	(13 070)
Mobilier de bureau et autres actifs corporels	(2 591)	(5 359)	203	(92)	(19)	(7 858)
<b>TOTAL</b>	<b>(17 636)</b>	<b>(6 976)</b>	<b>1 274</b>	<b>(29)</b>	<b>(116)</b>	<b>(23 484)</b>
<b>Valeurs nettes comptables</b>						
Agencements et installations	2 342	(181)	-	4	15	2 180
Matériel informatique et équipements	2 842	(211)	-	48	28	2 707
Mobilier de bureau et autres actifs corporels	917	(5 254)	(40)	25 799	5	21 426
<b>TOTAL</b>	<b>6 101</b>	<b>1 153</b>	<b>(41)</b>	<b>25 850</b>	<b>48</b>	<b>26 313</b>

(1) Il s'agit de l'enregistrement des contrats de locations suite à l'application de la norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> février 2019.



## NOTE 7. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### NOTE 7.1. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS



Les actifs et passifs financiers se composent principalement des éléments suivants :

- ▶ Les dettes financières à long terme, les crédits à court terme et découverts bancaires qui composent l'endettement financier brut, présenté en Note 7.1.2 ;
- ▶ Les prêts et autres actifs financiers à long terme et la trésorerie et équivalents de trésorerie, présentés en Note 7.1.3,

qui s'ajoutent à l'endettement financier brut pour donner l'endettement financier net ;

- ▶ Les instruments dérivés présentés en Note 7.1.4. ;
- ▶ Les créances clients à court terme présenté en Note 4.2 et les dettes fournisseurs à court terme présenté dans le bilan consolidé.

#### 7.1.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers

	Valeur au bilan			31 décembre 2019
	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat	Valeur au bilan
(En milliers d'euros)				
<b>Actifs</b>				
Actifs financiers :				
♦ Titres non consolidés			28	28
♦ Dépôts et cautionnements	2 968			2 968
♦ Créance de CIR 2016	2 433			2 433
♦ Instruments dérivés actifs			-	-
Créances clients	44 733			44 733
Trésorerie et équivalents de trésorerie			20 241	20 241
<b>Passifs</b>				
Emprunts bancaires	45 851			45 851
Affacturage de la créance de CIR 2016	2 433			2 433
Autres dettes financières	1 305		-	1 305
Instruments dérivés passifs		28		28
Autres passifs financiers		490		490
Dettes fournisseurs	8 631			8 631



La norme IFRS 13 requiert de hiérarchiser les différentes techniques de valorisation pour chacun des instruments financiers. Les catégories sont définies comme suit :

- ▶ Niveau 1 : référence directe à des prix cotés (non ajustés) accessibles sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;

- ▶ Niveau 2 : technique de valorisation reposant sur des données concernant l'actif ou le passif, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement ;

- ▶ Niveau 3 : technique de valorisation reposant sur des données non observables.

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie est valorisée suivant le niveau 1.

Les instruments dérivés (se reporter en Note 7.1.4 et 7.3) sont valorisés suivant le niveau 2.

Les dettes sur *earn-out*, options de vente des minoritaires (autres passifs financiers) et titres non consolidés sont valorisés suivant le niveau 3.

#### 7.1.2. Endettement financier brut

La principale source de financement d'ESI Group est le crédit syndiqué, se composant d'une part long terme de 28 millions d'euros au 31 décembre 2019 et de 15 millions d'euros de crédit renouvelable dont 10 millions d'euros confirmés. La part long terme fait l'objet d'un remboursement progressif annuel au 30 avril chaque année, jusqu'au 30 avril 2025. Le crédit syndiqué fait l'objet d'une rémunération sur la base du taux Euribor et d'une marge pouvant être de 2 %, 2,25 % ou 2,5 % en fonction du niveau de ratio Dette financière nette/EBITDA se rapportant aux comptes de l'exercice précédent. La marge appliquée à compter de juin 2019 a été de 2,25 %.

La totalité des dettes financières est libellée en euros.

/ **Détail et échéances des dettes financières**

	Échéances au 31 décembre					
(En milliers d'euros)	2020	2021	2022	2023	2024 et au-delà	Total
Crédit syndiqué long terme	3 500	4 405	4 905	4 905	9 810	27 525
Crédit renouvelable	10 000					10 000
Autres emprunts bancaires	2 900	800	800	800	2 775	8 075
Affacturage CIR 2016	2 433					2 433
Avances remboursables	-	451			740	1 191
Autres dettes financières	309	65				374
<b>TOTAL</b>	<b>19 142</b>	<b>5 721</b>	<b>5 705</b>	<b>5 705</b>	<b>13 325</b>	<b>49 598</b>
<b>COURANT : 19 142</b>					<b>COURANT : 30 457</b>	

	Échéances au 31 janvier					
(En milliers d'euros)	2019	2020	2021	2022	2023 et au-delà	Total
Crédit syndiqué long terme	2 000	1 890	3 390	4 390	17 780	29 450
Crédit renouvelable	1 000					1 000
Autres emprunts bancaires	3 111	600	600		1 575	5 886
Affacturage CIR 2015, 2016, 2017	2 448	2 433		2 441		7 322
Avances remboursables	119	33			995	1 147
Autres dettes financières	123	65	65			253
<b>TOTAL</b>	<b>8 801</b>	<b>5 021</b>	<b>4 055</b>	<b>6 831</b>	<b>20 350</b>	<b>45 058</b>
<b>Courant : 8 801</b>					<b>Non courant : 36 256</b>	

/ **Échéance des dettes financières par type de taux**

	Échéances au 31 décembre					
(En milliers d'euros)	2020	2021	2022	2023	2024 et au-delà	Total
Dettes à taux fixes	400	800	800	800	2 775	5 575
Dettes à taux variables	18 433	4 405	4 905	4 905	9 810	42 458
Dettes sans intérêts	309	516			740	1 565
<b>TOTAL</b>	<b>19 142</b>	<b>5 721</b>	<b>5 705</b>	<b>5 705</b>	<b>13 325</b>	<b>49 598</b>
<b>COURANT : 19 142</b>					<b>NON COURANT : 30 457</b>	

Le tableau ci-dessous détaille la variation des dettes financières au cours de l'exercice 2019, en distinguant les variations ayant une incidence sur la trésorerie de celles sans incidences sur la trésorerie.

(En milliers d'euros)	Au 31 janvier 2019	Flux ayant une incidence sur la trésorerie		Flux sans incidence sur la trésorerie				Au 31 décembre 2019
		Encaissement	Remboursement	Autres flux de financement	Variation de périmètre	Variation de change	Autres mouvements	
Crédit syndiqué long terme	29 450		(2 000)	-	-	-	75	27 525
Crédit renouvelable	1 000	10 000	(1 000)	-	-	-	-	10 000
Autres emprunts bancaires	5 886	4 000	(1 800)	-	-		(11)	8 075
Affacturage CIR	7 322	-		-	-	-	(4 889)	2 433
Avances remboursables	1 147	162	(40)	-	-	-	(78)	1 191
Autres dettes financières	253	260	(73)	-	-	2	(68)	374
<b>TOTAL</b>	<b>45 058</b>	<b>14 422</b>	<b>(4 913)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>(4 971)</b>	<b>49 598</b>

Les autres mouvements concernant l'affacturage du CIR correspondent d'une part au remboursement de la créance afférente à l'exercice 2015 au travers du paiement par l'État directement à la banque *factor*, d'autre part à la déconsolidation de la dette d'affacturage de la créance de CIR 2017 - ne générant ainsi pas de flux de trésorerie pour ESI Group.

### 7.1.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie



La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires, les placements dans des comptes rémunérés, les Sicav et fonds communs de placement monétaires et les autres placements liquides et facilement convertibles qui présentent un risque négligeable de changement de valeur, conformément à la norme IAS 7.

En application de la norme IFRS 9, les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture. La variation de la valeur de marché est constatée en Résultat Financier.

Le Groupe considère comme équivalents de trésorerie les placements sans risque dans des comptes rémunérés, les billets de trésorerie et certificats de dépôts ayant une échéance de trois mois au plus à l'origine et ne présentant pas de risque significatif de taux.

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Disponibilités	20 241	18 073
Valeurs mobilières de placement	-	14
<b>TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>20 241</b>	<b>18 087</b>

### 7.1.4. Instruments financiers



Le Groupe utilise des instruments dérivés pour gérer son exposition aux variations de change et de taux d'intérêt. En application de la norme IFRS 9, les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan.

Pour les instruments financiers affectés à la couverture des transactions futures, les variations de valeur sont comptabilisées

dans les capitaux propres et recyclées en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat. Si la relation de couverture telle que définie par la norme ne peut être démontrée, la variation de la juste valeur de ces instruments financiers est comptabilisée en Résultat Financier.

#### / Instruments de taux

Historiquement les swaps de taux mis en place par ESI Group viennent en couverture de la rémunération à taux variable du crédit syndiqué. Le contrat de crédit syndiqué signé en décembre 2018 requiert la mise en place de couverture du taux variable à hauteur de 50 % de l'encours du crédit. Deux swaps de taux ont

été mis en place au premier semestre 2019 en couverture du crédit, de 14 millions d'euros de nominal chacun, où ESI Group reçoit Euribor 3 mois (avec un plancher à 0 %) et paie un taux fixe de respectivement 0,085 % et 0,092 %.

Au 31 décembre 2019, la valeur de marché de ces instruments est de - 28 milliers d'euros.

## / Instruments de change

Afin de couvrir les flux de trésorerie en devises entre la société mère du groupe et ses filiales, ESI Group peut à tout moment se porter acquéreur d'options sur devises et de toute autre forme

de contrats de devises. Les instruments en place au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont porté sur le yen japonais (tunnels). Au 31 décembre 2019, tous les instruments financiers de change sont arrivés à échéance.

## NOTE 7.2. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Intérêts sur emprunts	(994)	(1 187)
Produits d'intérêt	16	32
Gains et pertes de change	(998)	379
Autres charges financières	586	(501)
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(2 563)</b>	<b>(1 277)</b>

Les intérêts sur emprunts correspondent principalement aux intérêts liés au crédit syndiqué et les charges associées.

Le détail des gains et pertes de change par devise est indiqué dans le tableau ci-après :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
USD	(708)	184
JPY	(23)	(54)
KRW	44	206
Autres devises	(311)	42
<b>TOTAL</b>	<b>(998)</b>	<b>379</b>

Le résultat positif de change résulte principalement de la réévaluation aux taux de clôture des dettes et créances en devises.

Les autres charges financières correspondent principalement :

- ▶ à la charge d'intérêts calculée sur engagements sociaux ;
- ▶ aux charges liées à l'affacturage des créances de CIR ;
- ▶ aux intérêts sur découverts.

## NOTE 7.3. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

### Risque pays et risque de change

Le groupe a réalisé, au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2019, 42,6 % de son chiffre d'affaires en Europe, 40,2 % sur la zone Asie (essentiellement Japon, Corée du Sud, Chine et Inde) et 17,2 % sur la zone Amériques (essentiellement États-Unis). Le Groupe est donc exposé aux aléas économiques et politiques de ces zones.

Le Groupe est également fortement exposé aux risques découlant des variations des cours des devises : pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, 38,5 % des revenus sont générés en EUR, 20,3 % en USD (dollar américain), 24,3 % en JPY (yen japonais), 5,3 % en KRW (won coréen) et 4,7 % en CZK (couronne tchèque).

Par ailleurs, 55,4 % des coûts sont dépensés en EUR, 15 % en USD, 8,6 % en JPY, 6,6 % en INR, 2,8 % en KRW, 3,4 % en CZK et 2,2 % en CHF (franc suisse).

Le tableau ci-dessous indique les résultats d'une analyse de sensibilité du Résultat Opérationnel Courant aux variations de change. L'hypothèse retenue est une dépréciation de 10 % du cours de change moyen appliqué à toutes les transactions (achats et ventes) pour les principales devises auxquelles est soumis le Groupe.

Devises	Cours moyen de consolidation	Cours retenu pour l'analyse	Effet en millions d'euros sur le Résultat Opérationnel Courant
JPY	121,85	134,03	(1,3)
KRW	1 307,03	1 437,73	(0,2)
CZK	25,67	28,24	(0,1)
USD	1,12	1,23	(0,2)
INR	78,67	86,54	0,5
CHF	1,11	1,22	0,2

## Risque de taux

L'endettement financier du groupe est principalement contracté à taux variable. Afin de limiter l'impact négatif de fluctuation des taux, le Groupe applique une politique de gestion non spéculative en utilisant des instruments dérivés, décrits en Note 7.1.4.

### / Analyse de la sensibilité au risque de taux

Les seules dettes rentrant dans le calcul de la sensibilité au risque de taux sont les dettes à taux variables. Ces dernières sont composées majoritairement d'emprunts bancaires dont les tirages

et leur remboursement sont à la main de l'emprunteur. Ainsi, au 31 décembre 2019, le crédit renouvelable est utilisé à hauteur de 10 millions d'euros, alors qu'il est intégralement remboursé début avril de chaque exercice. Compte tenu de l'optimisation de la gestion de trésorerie d'ESI Group, l'encours de dette d'emprunts bancaires en cours d'année est fluctuant, à des niveaux généralement plus bas qu'en fin d'exercice, à périmètre constant.

Les calculs de sensibilité au risque de change ci-dessous prennent comme hypothèse une stabilité des encours de dettes financières par rapport au 31 décembre 2019, soit une permanence des tirages d'emprunts bancaires réalisés à cette date.

Le tableau ci-dessous simule les impacts en termes de décaissements d'intérêts d'une fluctuation à la hausse et à la baisse de 1 % du taux d'intérêts :

(En milliers d'euros)	< 1 an	≥ 1 an, < 5 ans	≥ 5 ans	Total
Passifs financiers à taux variable	(18 433)	(14 215)	(9 810)	(42 458)
Actifs financiers à taux variable				
Hors bilan				
<b>POSITION NETTE</b>	<b>(18 433)</b>	<b>(14 215)</b>	<b>(9 810)</b>	<b>(42 458)</b>
Sensibilité à 1 % de baisse				-
Sensibilité à 1 % de hausse				(145)

## Risque sur actions

Conformément à la norme IAS 32, les actions auto-détenues sont comptabilisées au sein des capitaux propres consolidés et les variations de valeur ne sont pas enregistrées. Lorsque des actions auto-détenues sont acquises ou cédées, les capitaux propres sont ajustés du montant de la juste valeur des titres acquis ou cédés. Une présentation détaillée de l'évolution des actions auto-détenues, qu'elles le soient dans le cadre du contrat de liquidité ou en couverture des plans d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites, est faite en Note 9.1.

Dans le cadre de sa gestion de trésorerie, le Groupe ne détient directement aucune autre action cotée et n'investit pas dans des

OPCVM à dominante actions ou à indice de référence actions. Le Résultat Financier du groupe n'est donc pas directement et significativement impacté par la variation d'une quelconque action ou indice boursier.

## Risque de liquidité

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. Le ratio à respecter dans le cadre du crédit syndiqué signé en décembre 2018 est exposé en Note 7.4.

## NOTE 7.4. ENGAGEMENTS LIÉS AUX FINANCEMENTS ACCORDÉS

Dans le cadre de la convention de crédit syndiqué du 20 décembre 2018, ESI Group a consenti le nantissement de 99,98 % des actions d'Engineering System International, de 100 % des actions de la filiale ESI Software Germany GmbH, et de 96 % des actions de la filiale ESI ITI GmbH.

Tant qu'il sera débiteur d'une obligation au titre de la convention ou des documents de sûretés, l'emprunteur s'engage, sous contrainte de remboursement anticipé, à respecter le ratio Dette financière nette consolidée divisée par l'EBITDA consolidé, dont les seuils à respecter sur la durée du contrat de crédit syndiqué

sont progressivement dégressifs. Au 31 décembre 2019, le seuil à respecter est de 3,5. Au 31 décembre 2019, sur la base des comptes consolidés annuels certifiés par les commissaires aux comptes, le Groupe respecte ce ratio.

Les engagements hors bilan financiers incluent également les créances de CIR au titre des exercices 2017 et 2018, qui ont été facturées respectivement fin 2018 pour 2 441 milliers d'euros et fin 2019 pour 2 659 milliers d'euros. Les modalités de ces affectations justifient de la non comptabilisation de ces engagements en dettes financières au bilan (contrats déconsolidants).

## NOTE 8. IMPÔTS

### NOTE 8.1. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT



Les actifs et passifs d'impôts différés reflètent les allègements ou accroissements des impôts futurs à payer qui résultent pour certains éléments d'actif et de passif des différences d'évaluation temporaires entre leurs valeurs comptables et leurs assiettes fiscales, ainsi que des déficits fiscaux et crédits d'impôts reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués par entité ou groupe fiscal sur la base des taux d'imposition applicables aux années au cours desquelles ces différences temporaires sont susceptibles de se renverser ou de se solder. Les actifs et passifs d'impôts différés

font l'objet d'un retraitement au niveau de chaque entité afin de présenter une position nette à l'actif ou au passif.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futurs se réaliseront. Les perspectives de récupération des impôts différés actifs sont revues périodiquement par entité fiscale et peuvent, le cas échéant, conduire à ne plus reconnaître des impôts différés actifs antérieurement constatés.

Le Groupe compte trois groupes d'intégration fiscale :

► En France, dont la tête est la maison mère, ESI Group ;

► En Allemagne, dont la tête de groupe est Engineering System International GmbH ;

► Aux États-Unis, dont la tête de groupe est ESI North America, Inc.

#### 8.1.1. Détail de la charge d'impôt

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Impôts exigibles	(2 372)	(2 397)
Impôts différés	5 818	(109)
<b>TOTAL</b>	<b>3 446</b>	<b>(2 505)</b>

#### 8.1.2. Preuve d'impôt

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
<b>Résultat consolidé avant impôt</b>	<b>(24 360)</b>	<b>5 840</b>
Dont quote-part de résultat net des entreprises associées	26	106
<b>Taux d'impôt théorique</b>	<b>28 %</b>	<b>29,5 %</b>
<b>(Charge)/Profit d'impôt théorique</b>	<b>6 828</b>	<b>(1 692)</b>
Effet des différences permanentes	(2 202)	(452)
Effet du report variable	13	(39)
Effet des différentiels de taux courant d'imposition mère/fille	44	384
Impôts différés actifs non constatés	(1 319)	(706)
Impôts différés actifs utilisés précédemment non constatés	81	-
<b>IMPÔT AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>3 446</b>	<b>(2 505)</b>
Taux réel effectif	(14,1) %	43,7 %

## NOTE 8.2. IMPÔTS DIFFÉRÉS

### Impôts différés par base d'imposition

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
<b>Actifs d'impôts différés</b>		
Reports déficitaires	8 801	1 128
Différences temporaires liées aux traitements de la maintenance	2 632	4 478
Provisions engagements sociaux	3 322	3 159
Différences temporaires liées au personnel	876	590
Provisions et autres retraitements	1 574	1 566
<b>Total actifs d'impôts différés</b>	<b>17 204</b>	<b>10 920</b>
<b>Passifs d'impôts différés</b>		
Amortissements des actifs incorporels acquis	(808)	(1 323)
Autres	(2 953)	(2 415)
<b>Total passifs d'impôts différés</b>	<b>(3 761)</b>	<b>(3 738)</b>
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS</b>	<b>13 443</b>	<b>7 182</b>

Le montant d'impôt différé non reconnu sur les reports déficitaires des sociétés dont la récupération d'impôt n'est pas probable s'élève à 2,9 millions d'euros. L'horizon retenu pour estimer la recevabilité des impôts différés liés aux déficits reportables est en règle générale de cinq ans.

### Réconciliation impôts différés au bilan et au compte de résultat

(En milliers d'euros)	
<b>Impôts différés actifs nets à l'ouverture (1<sup>er</sup> février 2019)</b>	<b>7 182</b>
Variation de périmètre	83
Impôts différés au compte de résultat	5 617
Impôts différés comptabilisés directement en capitaux propres (IAS 19 révisée)	262
Écarts de change sur impôts différés	(7)
Autres mouvements	306
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NETS À LA CLÔTURE (31 DÉCEMBRE 2019)</b>	<b>13 443</b>

## NOTE 9. CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

### NOTE 9.1. CAPITAL, RÉSERVES ET ACTIONS PROPRES

Le capital social d'ESI Group est constitué d'actions ordinaires.



La rubrique « Écarts de conversion » enregistre les différences de conversion qui proviennent de la conversion en euros des états financiers des filiales étrangères et des écarts de conversion sur des transactions avec des filiales étrangères qui ont le caractère d'investissement à long terme.

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition comme actions propres et viennent en déduction des capitaux propres. Les résultats des cessions d'actions propres sont comptabilisés directement en capitaux propres.

#### / Capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social d'ESI Group s'établit à 18 055 milliers d'euros et est constitué de 6 018 492 actions ordinaires d'une valeur nominale de 3 euros.

#### / Distribution

ESI Group n'a procédé à aucune distribution de dividende au cours de l'exercice écoulé.

## / Actions propres

Au cours de l'exercice le nombre d'actions propres détenues a diminué de 13 540 actions.

Le pourcentage d'auto-détention est de 6,3 % au 31 décembre 2019 contre 6,4 % au 31 janvier 2019. Le Groupe détient 377 342 actions propres acquises pour un coût historique de 4 093 milliers d'euros et présentant, à cette même date, une valeur de marché de 12 284 milliers d'euros, soit un gain latent de 8 171 milliers d'euros. Ces actions se répartissent entre l'auto-contrôle et le contrat de liquidité.

## / Transactions avec les parties non contrôlantes (minoritaires)

Les transactions avec les minoritaires sont comptabilisées directement en capitaux propres – se reporter aux Notes 3.1 et 3.2.

## NOTE 9.2. INTÉRÊTS MINORITAIRES

Lorsque, à la suite de pertes, la part revenant aux intérêts minoritaires devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts minoritaires.

## NOTE 9.3. RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau ci-dessous détaille le résultat net – part du Groupe par action :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
<b>RÉSULTAT NET PART GROUPE</b>	<b>(20 946)</b>	<b>3 334</b>
Résultat net par action (en unité monétaire : euro)	(4,06)	0,59
Nombre moyen d'actions	5 164 418	5 616 310
Résultat net dilué par action (en unité monétaire : euro)	(4,01)	0,59
Nombre moyen d'actions diluées	5 225 409	5 666 522

Le seul effet dilutif correspond aux stock-options et aux actions gratuites accordées.

## NOTE 10. AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

### NOTE 10.1. ÉLÉMENTS DE L'ACTIF

#### 10.1.1. Autres actifs non courants

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Dépôts de garantie	2 968	2 929
Crédit impôt recherche (CIR) affacturé	-	4 874
Autres actifs long terme	266	239
Titres non consolidés	28	28
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>3 262</b>	<b>8 070</b>

Les dépôts de garantie détenus à l'échéance correspondent principalement à des garanties apportées au titre des locations immobilières.

L'évolution des créances de crédit impôt recherche résulte d'une part de la comptabilisation de la créance liée au CIR 2016 en autres créances courantes (note 10.1.2), d'autre part de la déconsolidation de la dette afférente à la créance de CIR 2017 (note 7.4).



### 10.1.2. Autres créances courantes

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Crédit impôt recherche (CIR)	5 847	6 036
Autres crédits d'impôts	1 501	1 392
TVA et autres créances	6 371	7 920
<b>TOTAL DES AUTRES CRÉANCES COURANTES</b>	<b>13 720</b>	<b>15 348</b>

La créance courante du CIR au 31 décembre 2019 a pour origine l'exercice 2019 à hauteur de 3 103 milliers d'euros et l'exercice 2016 pour le solde (remboursement prévu par l'État à la banque factor pour l'exercice 2019).

### 10.1.3. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent principalement les loyers immobiliers et mobiliers.

## NOTE 10.2. ÉLÉMENTS DU PASSIF

### 10.2.1. Dettes fiscales et sociales et autres dettes courantes

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Dettes sociales	16 008	15 329
Dettes fiscales	6 275	10 640
Autres dettes courantes	1 946	4 590
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES ET AUTRES DETTES COURANTES</b>	<b>24 229</b>	<b>30 560</b>

Les dettes fiscales correspondent essentiellement à des dettes de TVA à hauteur de 5 061 milliers d'euros.

### 10.2.2. Autres provisions



Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, et que son montant peut être évalué de façon fiable.

(En milliers d'euros)	31 janvier 2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écart de change	31 janvier 2019
Risques sociaux et/ou fiscaux	762	93	(193)	-	13	675
<b>PROVISIONS PASSIFS COURANTS</b>	<b>762</b>	<b>93</b>	<b>(193)</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>675</b>

## NOTE 11. PARTIES LIÉES

### / Rémunération des principaux dirigeants

Pour les exercices clos au 31 décembre 2019 et au 31 janvier 2019, la rémunération versée aux quatre mandataires sociaux d'ESI Group se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 janvier 2019
Rémunération fixe	1 069	717
Rémunération variable	-	42
Primes de déplacement	-	17
Avantage en nature	20	160
Rémunération administrateur	98	16
<b>TOTAL</b>	<b>1 186</b>	<b>952</b>

### / Transactions avec les parties liées

Néant.

## NOTE 12. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	PricewaterhouseCoopers Audit				Ernst & Young				Total			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
(En milliers d'euros, hors taxe)												
<b>Audit</b>												
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>												
◆ Émetteur	160	161	57 %	51 %	191	184	57 %	58 %	351	344	57 %	55 %
◆ Filiales intégrées globalement	63	86	23 %	28 %	139	128	41 %	28 %	202	214	33 %	34 %
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes</b>												
◆ Émetteur	21	21	7 %	7 %	7	7	2 %	2 %	28	28	4 %	4 %
◆ Filiales intégrées globalement	0	0	0 %	0 %	0	0	0 %	0 %	0	0	0 %	0 %
<b>Sous-total audit</b>	<b>244</b>	<b>267</b>	<b>87 %</b>	<b>86 %</b>	<b>337</b>	<b>319</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>581</b>	<b>586</b>	<b>94 %</b>	<b>93 %</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>												
Juridique, fiscal, social	34	45	13 %	14 %	0	0	0 %	0 %	34	45	6 %	7 %
Autres	0	0	0 %	0 %	0	0	0 %	0 %	0	0	0 %	0 %
<b>Sous-total autres prestations</b>	<b>0</b>	<b>45</b>	<b>13 %</b>	<b>14 %</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>	<b>34</b>	<b>45</b>	<b>6 %</b>	<b>7 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>278</b>	<b>312</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>337</b>	<b>319</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>615</b>	<b>631</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Le Groupe a pris l'option de suivre la recommandation de la CNCC d'enregistrer à la date de clôture la charge relative aux honoraires d'audits correspondant aux services effectivement rendus sur la période. Le budget total des honoraires de certification des comptes individuels et consolidés de l'entité mère du groupe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élève à 351 milliers d'euros.

Les services autres que la certification des comptes correspondent essentiellement à des attestations émises sur récapitulatifs de coûts dans le cadre de projets cofinancés et à l'attestation sur les covenants bancaires.

## **NOTE 13. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE**

### **CORONAVIRUS**

À court terme, la pandémie mondiale liée au Covid-19 devrait avoir un impact sur notre premier semestre, néanmoins les nombreuses incertitudes persistantes ne permettent pas de chiffrer précisément cet impact à ce stade. La résilience de notre modèle commercial solidement ancré sur des licences de logiciels renouvelables et critiques nous aidera à gérer les risques sur l'année.